

Pub_1 : tpro2015_p1.pdf

Par mois

JANVIER	Formule	n° 3	Étude	n° 6	Alertes	n° 38 à 48
Repère	n° 1	AVRIL	Commentaires	n° 181 à 213	Entretien	n° 1
Alertes	n° 1 à 5	Repère	Formule	n° 6	Étude	n° 9
Dossiers	n° 1 à 6	Alertes	JUILLET		Commentaires	n° 286 à 315
Commentaires	n° 1 à 27	Étude	Repère	n° 7	Formule	n° 9
Formule	n° 1	Chronique	Alertes	n° 28 à 33	NOVEMBRE	
FÉVRIER		Commentaires	Étude	n° 7	Repère	n° 10
Repère	n° 2	Formule	Commentaires	n° 214 à 250	Alerte	n° 49
Alertes	n° 6 à 17	MAI	Formule	n° 7	Études	n° 10 et 11
Chronique	n° 1	Repère	AOÛT/SEPTEMBRE		Commentaires	n° 316 à 344
Étude	n° 1	Alerte	Repère	n° 8	Formule	n° 10
Commentaires	n° 28 à 65	Étude	Alertes	n° 34 à 37	DÉCEMBRE	
Formule	n° 2	Commentaires	Étude	n° 8	Repère	n° 11
MARS		Formule	Commentaires	n° 251 à 285	Alerte	n° 50
Repère	n° 3	JUIN	Formule	n° 8	Entretien	n° 2
Alerte	n° 18	Repère	OCTOBRE		Dossiers	n° 7 à 27
Études	n° 2 et 3	Alerte	Repère	n° 9	Commentaires	n° 345 à 387
Commentaires	n° 66 à 107				Formule	n° 11

Par rubrique

REPÈRE	ENTRETIEN	Février	n° 28 à 65
Janvier	Octobre	Mars	n° 66 à 107
Février	Décembre	Avril	n° 108 à 146
Mars	CHRONIQUE	Mai	n° 147 à 180
Avril	Février	Juin	n° 181 à 213
Mai	Avril	Juillet	n° 214 à 250
Juin	DOSSIER	Août/Septembre	n° 251 à 285
Juillet	Janvier	Octobre	n° 286 à 315
Août/Septembre	Décembre	Novembre	n° 316 à 344
Octobre	ÉTUDE	Décembre	n° 345 à 387
Novembre	Février	FORMULE	
Décembre	Mars	Janvier	n° 1
ALERTE	Avril	Février	n° 2
Janvier	Mai	Mars	n° 3
Février	Juin	Avril	n° 4
Mars	Juillet	Mai	n° 5
Avril	Août/Septembre	Juin	n° 6
Mai	Octobre	Juillet	n° 7
Juin	Novembre	Août/Septembre	n° 8
Juillet	COMMENTAIRE	Octobre	n° 9
Août/Septembre	Janvier	Novembre	n° 10 et 11
Octobre		Décembre	n° 10
Novembre			n° 11
Décembre			

Procédures

REVUE MENSUELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directrice de rédaction :
Line Teillot
line.teillot@lexisnexis.fr

Directeurs :
Loïc Cadiet, professeur à l'École
de droit de la Sorbonne
Hervé Croze,
Agrégé des Facultés de droit,
Avocat

Comité de rédaction :
Jacques Buisson
Serge Deygas
Natalie Fricero
Christian Laporte
Cyril Nourissat

Rédacteur en chef :
Alioune Djigo
Tél. : 01 45 58 92 56
alioune.djigo@lexisnexis.fr

Secrétaire d'édition :
Nancy Guillamet
Tél. : 01 45 58 93 52
nancy.guillamet@lexisnexis.fr

Publicité : IM Régie, Caroline Spire
23, rue Faidherbe 75011 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2015
France métropolitaine : 275,67 € TTC
DOM-TOM et Étranger : 291,60 € HT
Prix de vente au numéro : 25,53 € TTC

www.lexisnexis.fr
Tél. : 0 821 200 700
0,112 € puis 0,09 €/min à partir d'un poste fixe

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 0517 T 88998
N° Impr. 5516
N° Édité. 5503
Dépôt légal à parution

A

ACTES D'HUISSIERS DE JUSTICE

Constats	
Force probante de l'image Photos et vidéos.....	étude 11 (déc.)

ACTION CIVILE

Associations	
Class action.....	comm. 237 (juill.)
Commune	
Qualité pour agir (non) Apologie de terrorisme.....	comm. 168 (mai)
Mise en mouvement de l'action publique	
Infraction militaire.....	comm. 203 (juin)

ACTION EN JUSTICE

Abus de droit	
Amende civile Prononcé d'office par le juge.....	comm. 316 (déc.)
Assignment	
Irrégularité de fond Effet sur la prescription.....	comm. 151 (mai)
Liquidation d'astreinte Saisine du juge de l'exécution.....	formule 2 (févr.)
Mise en demeure Proposition de règlement amiable.....	formule 7 (juill.)
Assignment en action paulienne	
Redressement judiciaire.....	formule 9 (oct.)
Assignment en partage	
Fin de non-recevoir Possibilité de régularisation ultérieure.....	comm. 125 (avr.)
Défense de l'État	
Enseignement public Qualité pour agir du recteur d'académie.....	comm. 381 (déc.)
Demande et défense	
Partage Caractère double de l'action.....	comm. 289 (oct.)
Gestation pour autrui	
Représentation de l'enfant.....	comm. 127 (avr.)
Interdiction	
Ouverture d'une procédure collective.....	comm. 163 (mai)
Intérêt à agir	
Date d'appréciation.....	comm. 111 (avr.)
Démonstration préalable du bien-fondé de l'action Nécessité (non).....	comm. 305 (oct.)
Syndicat Intérêt collectif de la profession.....	comm. 306 (oct.)
Notification du titre de perception	
Mention des voies de recours Désignation du juge de recours.....	comm. 70 (mai)
Qualité pour agir	
Syndicat de la magistrature.....	comm. 281 (août-sept.)
Recours individuel	
Abus de droit.....	comm. 78 (mai)
Redressement judiciaire	
Requête en conversion en liquidation judiciaire.....	formule 4 (avr.)
Requête	
Saisine du juge-commissaire Demande de rémunération ou de subsides.....	formule 3 (mai)

ACTION PUBLIQUE

Délais de prescription	
Allongement des délais.....	alerte 29 (juill.)
Extinction	
Autorité de la chose jugée.....	comm. 55 (févr.)
Mise en mouvement	
Infraction militaire.....	comm. 203 (juin)
Principe de loyauté des preuves.....	comm. 22 (janv.)
Prescription de l'action publique	
Interruption de la prescription Audience des débats.....	comm. 135 (avr.)

AIDE JURIDICTIONNELLE

Dispositif de protection juridique	alerte 4 (janv.)
---	------------------

Nouveautés	étude 1 (févr.)
-------------------------	-----------------

AIDE JURIDIQUE

Avocats	
Rétribution.....	alerte 20 (avr.)

APPEL

Adjudication	
Appel du jugement de répartition.....	comm. 37 (févr.)
Appel à jour fixe	
Saisie immobilière Jugement d'orientation.....	formule 5 (mai)
Appel du jugement d'orientation	
Appel du jugement reportant l'audience d'adjudication.....	comm. 8 (janv.)
Appel d'une décision du juge des enfants	
Prononcé en chambre du conseil.....	comm. 338 (déc.)
Appel formé par le mandataire judiciaire sus- pendu	
Nullité de l'appel.....	comm. 165 (mai)
Appel incident	
Irrecevabilité Caducité de l'appel principal.....	comm. 214 (juill.)
Appelant détenu au centre pénitentiaire	
Citation devant la cour d'appel Irrégularité de la citation.....	comm. 171 (mai)
Appel-nullité	
Comité d'entreprise Qualité pour agir.....	comm. 166 (mai)
Irrecevabilité Excès de pouvoir (non).....	comm. 259 (août-sept.)
Jugement constatant l'échec de la vente amiable.....	comm. 258 (août-sept.)
Arrêt	
Motivation.....	comm. 43 (févr.)
Caducité de la déclaration d'appel	
Appel incident.....	comm. 4 (janv.)
Communication des pièces	
Communication après notification des conclusions.....	comm. 28 (févr.)
Soutien à des conclusions irrecevables.....	comm. 29 (févr.)
Communication par voie électronique	
RPVA Mauvaise utilisation de la messa- gerie.....	comm. 31 (févr.)
Conclusions	
Conclusions de l'appelant en réponse à un incident.....	comm. 251 (août-sept.)
conclusions récapitulatives Référence aux conclusions de première instance.....	comm. 67 (mai)
Décès d'une partie Délai aux héritiers pour conclure.....	comm. 319 (déc.)
Conclusions d'appel	
Délai imparti à l'intimé.....	comm. 252 (août-sept.)
Dernières conclusions Absence de délai requis.....	comm. 365 (déc.)
RPVA Non-respect des formes de trans- mission au greffe.....	comm. 346 (déc.)
Vice de forme Omission du numéro du rôle.....	comm. 346 (déc.)
Conclusions de l'appelant	
Communication par voie électronique RPVA.....	comm. 1 (janv.)
Délai de signification à l'intimé.....	comm. 181 (juin)
Signification à l'intimé Notification à l'avocat constitué.....	comm. 183 (juin)
Décision susceptible d'appel	
Ordonnance du juge de la mise en état Ordonnance statuant sur une demande de sursis à statuer.....	comm. 288 (oct.)
Pluralité des prétentions Taux du ressort.....	comm. 197 (juin)
Décisions susceptibles d'appel	
Jugement non avenu.....	comm. 347 (déc.)
Ordonnance du juge-commissaire de nomination d'un contrôleur Qualité pour agir du ministère public.....	comm. 369 (déc.)
Déclaration d'appel	
Vice de forme	

- Défaut de mention du liquidateur.* **comm. 130 (avr.)**
- Délai d'appel**
 Irrégularité de signification du jugement..... **comm. 3 (janv.)**
 Point de départ du délai
Mentions obligatoires de la notification de la décision..... **comm. 232 (juill.)**
- Effet dévolutif**
 Dérogation (non)
Protection juridique des majeurs..... **comm. 200 (juin)**
 Liquidation de l'astreinte..... **comm. 364 (déc.)**
- Estoppel**
 Défense au fond
Moyen nouveau..... **comm. 108 (avr.)**
- Intervention forcée en appel**
 Evolution du litige
Action directe de la victime contre l'assureur de responsabilité..... **comm. 6 (janv.)**
- Irrecevabilité**
 Fin de non-recevoir
Relevé d'office par le conseiller de la mise en état..... **comm. 7 (janv.)**
- Jugement d'orientation**
 Procédure à jour fixe..... **comm. 36 (févr.)**
- Matière prud'homale**
 Représentation obligatoire..... **repère 1 (janv.)**
- Ordonnance du conseiller de la mise en état**
 Absence de déferé
Ordonnance irrévocable..... **comm. 32 (févr.)**
- Pluralité de parties**
 Effet de l'indivisibilité..... **comm. 367 (déc.)**
- Procédure avec représentation obligatoire**
 Action en reconnaissance d'une unité économique et sociale..... **comm. 229 (juill.)**
- Qualité pour agir**
 Repreneur évincé..... **comm. 52 (févr.)**
- Saisie immobilière**
 Jugement d'orientation..... **comm. 156 (mai)**
- Transformation de l'appel**
 Bilan
Perspectives..... **étude 2 (janv.)**
- ARBITRAGE**
- Arbitrage international**
 Principe de la contradiction
Refus d'exequatur..... **comm. 44 (févr.)**
 Procédure civile d'exécution
Saisie conservatoire
Mainlevée des saisies conservatoires
Droit international coutumier..... **comm. 11 (déc.)**
 Sentence arbitrale étrangère
Traduction imparfaite..... **comm. 362 (déc.)**
- Arbitre**
 Indépendance et impartialité..... **comm. 84 (mai)**
- Clause compromissoire**
 Liquidation judiciaire
Opposabilité de la clause au liquidateur..... **comm. 3 (déc.)**
comm. 195 (juin)
 Procédure collective
Force obligatoire de la clause compromissoire..... **comm. 7 (déc.)**
 Validité
Cession de contrôle..... **comm. 46 (févr.)**
- Europe**
 Articulation..... **repère 3 (mai)**
 Sentence arbitrale
Interdiction à une partie de saisir une juridiction d'un État membre..... **comm. 226 (juill.)**
- Évolutions législatives**
 Innovations jurisprudentielles..... **étude 3 (janv.)**
- Recours en annulation**
 Conformité à l'ordre public
Portée du contrôle..... **comm. 331 (déc.)**
- Relations commerciales établies**
 Rupture brutale
Arbitrabilité..... **comm. 361 (déc.)**
- Sentence arbitrale**
 Exécution provisoire de la sentence
Arrêt de l'exécution provisoire..... **comm. 330 (déc.)**
 Motivation..... **comm. 45 (févr.)**
 Procuracy pour engager l'arbitrage
interprétation de l'étendue de la procuracy..... **comm. 194 (juin)**
 Recours en révision..... **étude 4 (avr.)**
 Signature des trois arbitres
Présomption de majorité des voix..... **comm. 196 (juin)**
 Tierce opposition
Caution solidaire..... **comm. 264 (août-sept.)**
- Sentence arbitrale administrative étrangère**
 Exequatur
Compétence du juge judiciaire..... **étude 9 (oct.)**
- Sentence arbitrale étrangère**
 Recours contre l'ordonnance d'exequatur
Compétence de la juridiction saisie de l'appel..... **comm. 227 (juill.)**
- ASSIGNATION**
- Mentions obligatoires**
 Diligences entreprises
Résolution amiable du litige..... **repère 6 (juin)**
formule 6 (juin)
- ASTREINTE**
- Exécution transfrontière**
 Garantie du droit de visite..... **comm. 326 (déc.)**
- Liquidation**
 Appel
Effet dévolutif..... **comm. 364 (déc.)**
 Effet dévolutif de l'appel..... **comm. 350 (déc.)**
 Juge de l'exécution..... **formule 2 (févr.)**
- Pouvoir du juge**
 Occupation illégale du domaine public..... **comm. 23 (janv.)**
- AVOCATS**
- Acte d'avocat**
 Acte électronique..... **repère 7 (juill.)**
alerte 30 (juill.)
- Adjudication**
 Honoraires de l'avocat poursuivant..... **comm. 41 (févr.)**
- Aide juridique**
 Rétribution..... **alerte 20 (avr.)**
- Bâtonnier**
 Élection..... **alerte 7 (févr.)**
- Conseil national des barreaux**
 Président du CNB
Durée du mandat..... **alerte 7 (févr.)**
- Contestation d'honoraires**
 Procédure devant le premier président
Exécution provisoire..... **comm. 66 (mai)**
- Correspondance entre avocat et client**
 Documents couverts par le secret professionnel..... **comm. 170 (mai)**
comm. 213 (juin)
- Droits de plaidoirie**
 Recouvrement..... **alerte 8 (févr.)**
- Hommes et femmes**
 Égalité
Ordres professionnels..... **alerte 40 (oct.)**
- Honoraires**
 Postulation
Loi Macron..... **repère 9 (oct.)**
alerte 39 (oct.)
- Lobbying**
 Nouveautés..... **alerte 42 (oct.)**
- Loi Macron**
 Procédure de recouvrement direct
 Procédure sans représentation obligatoire..... **comm. 71 (mai)**
- Publicité**
 Démarchage
Sollicitation personnalisée..... **alerte 1 (janv.)**
- C**
- CHAMBRE DU CONSEIL**
- Présence du procureur**
 Présence facultative..... **comm. 338 (déc.)**
- CHOSE JUGÉE**
- Autorité de la chose jugée au pénal**
 Pouvoirs du juge administratif..... **alerte 27 (juin)**
- Autorité du pénal sur le civil**
 Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI)
Étendue de l'autorité de chose jugée..... **comm. 218 (juill.)**
- Europe**
 Réexamen d'une affaire
Violation par la Cour européenne des droits de l'homme..... **comm. 121 (avr.)**
- Excès de pouvoirs**

<p>Conséquences..... alerte 38 (oct.)</p> <p>Identité d'objet (non)..... comm. 53 (févr.)</p> <p>Personne morale fictive..... comm. 133 (avr.)</p> <p>Principe de concentration</p> <p style="padding-left: 20px;">Conseiller de la mise en état</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Appel recevable</i>..... comm. 2 (janv.)</p> <p>CIRCULATION ROUTIÈRE</p> <p>Dépistage d'alcoolémie</p> <p style="padding-left: 20px;">Contrôle des éthylomètres</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Office du juge</i>..... comm. 335 (déc.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Policiers municipaux..... comm. 336 (déc.)</p> <p>CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE</p> <p>Partie Réglementaire..... comm. 341 (déc.)</p> <p>COMMISSAIRE-PRISEUR JUDICIAIRE</p> <p>Loi Macron</p> <p style="padding-left: 20px;">Nouveautés..... alerte 43 (oct.)</p> <p>COMMUNICATION DES PIÈCES</p> <p>Communication spontanée..... comm. 303 (oct.)</p> <p>COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE</p> <p>Difficultés des entreprises</p> <p style="padding-left: 20px;">Procédures collectives..... alerte 41 (oct.)</p> <p>Portail électronique..... alerte 50 (déc.)</p> <p>Recouvrement de créances..... alerte 22 (avr.)</p> <p>Signature électronique</p> <p style="padding-left: 20px;">Actes transmis par les auxiliaires de justice ou le ministère public..... alerte 9 (févr.)</p> <p>COMPÉTENCE</p> <p>Accidents collectifs</p> <p style="padding-left: 20px;">TGI Paris et Marseille..... alerte 12 (févr.)</p> <p>Clause attributive de juridiction</p> <p style="padding-left: 20px;">Acceptation de la clause</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Signature électronique</i>..... comm. 224 (juill.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Clause attributive de compétence asymétrique..... comm. 358 (déc.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Exception d'incompétence..... comm. 190 (juin)</p> <p>Compétence d'attribution</p> <p style="padding-left: 20px;">Action paulienne..... comm. 302 (oct.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Compétence de la juridiction du contentieux technique</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Décision attributive de rente accident du travail</i>..... comm. 160 (mai)</p> <p style="padding-left: 20px;">Contributions et cotisations chômage</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Juridiction compétente</i>..... comm. 47 (févr.)</p> <p>Compétence en matière de responsabilité parentale</p> <p style="padding-left: 20px;">Prorogation volontaire de compétence..... comm. 12 (janv.)</p> <p style="padding-left: 40px;">..... comm. 13 (janv.)</p> <p>Compétence spéciale de la cour d'appel de Paris</p> <p style="padding-left: 20px;">Rupture brutale de relations commerciales..... comm. 184 (juin)</p> <p>Compétence territoriale</p> <p style="padding-left: 20px;">Militaires</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Crimes et délits</i>..... alerte 11 (févr.)</p> <p>Concentration des compétences juridictionnelles</p> <p style="padding-left: 20px;">Obligations alimentaires transfrontalières..... comm. 82 (mai)</p> <p>Europe</p> <p style="padding-left: 20px;">Action indemnitaire</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Sanction d'une pratique anticoncurrentielle</i>..... comm. 225 (juill.)</p> <p>Incompétence</p> <p style="padding-left: 20px;">Invitation à conclure sur le fond</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Procédure orale</i>..... comm. 68 (mai)</p> <p>Internet</p> <p style="padding-left: 20px;">Lieu du dommage..... comm. 81 (mai)</p> <p>Juge de l'exécution</p> <p style="padding-left: 20px;">Contentieux du recouvrement des impôts</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Régularité d'un acte de poursuite</i>..... comm. 219 (juill.)</p> <p style="padding-left: 40px;">..... comm. 249 (juill.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Faute du notaire dans la purge des inscriptions..... comm. 72 (mai)</p> <p>Juge judiciaire ou juge administratif</p> <p style="padding-left: 20px;">redevance superficière..... comm. 115 (avr.)</p> <p>Juridiction de l'ordre judiciaire</p> <p style="padding-left: 20px;">Actes d'un médecin d'exercice libéral..... comm. 112 (avr.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Action en responsabilité</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Exécution de l'obligation légale</i></p>	<p style="padding-left: 40px;"><i>de remise en état d'un site classé</i>..... comm. 113 (avr.)</p> <p style="padding-left: 20px;">Délégation du pouvoir adjudicateur pour le paiement d'une créance..... comm. 114 (avr.)</p> <p>Juridiction de proximité</p> <p style="padding-left: 20px;">Annulation d'une décision d'assemblée générale de copropriété..... comm. 253 (août-sept.)</p> <p>Litiges entre marins et employeurs</p> <p style="padding-left: 20px;">Tribunal d'instance..... alerte 23 (avr.)</p> <p>Séparation des pouvoirs</p> <p style="padding-left: 20px;">Voie de fait..... comm. 154 (mai)</p> <p>CONCILIATION</p> <p>Clauses de conciliation préalable</p> <p style="padding-left: 20px;">Fin de non-recevoir</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Régularisation en cours d'instance</i>..... comm. 30 (févr.)</p> <p>CONFLIT DE JURIDICTIONS</p> <p>Co-emploi</p> <p style="padding-left: 20px;">Prorogation de compétence..... comm. 124 (avr.)</p> <p>Compétence judiciaire internationale résultant de la volonté des parties</p> <p style="padding-left: 20px;">Clause attributive de juridiction..... comm. 190 (juin)</p> <p>CONFLITS DE LOIS</p> <p>Détermination de la loi applicable au contrat de travail..... comm. 298 (oct.)</p> <p>CONSEIL DE PRUD'HOMMES</p> <p>Désignation des conseillers prud'hommes..... alerte 10 (févr.)</p> <p>CONTENTIEUX DE LA PRESSE</p> <p>Crimes de guerre</p> <p style="padding-left: 20px;">Crimes contre l'humanité</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Apologie</i>..... comm. 378 (déc.)</p> <p>Instance</p> <p style="padding-left: 20px;">Introduction</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Déroulement</i>..... chron. 1 (févr.)</p> <p>CONTENTIEUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE</p> <p>Compétence d'attribution</p> <p style="padding-left: 20px;">Compétence de la juridiction du contentieux technique</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Décision attributive de rente accident du travail</i>..... comm. 160 (mai)</p> <p>Contentieux technique de l'incapacité</p> <p style="padding-left: 20px;">Secret médical..... comm. 86 (mai)</p> <p>Expertise médicale technique</p> <p style="padding-left: 20px;">Collaborateur occasionnel sur service public de la justice (non)..... comm. 363 (déc.)</p> <p>CONTENTIEUX DES ASSURANCES</p> <p>Compétence</p> <p style="padding-left: 20px;">Prescription</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Procès civil et pénal</i>..... chron. 2 (avr.)</p> <p>CONTENTIEUX DU SPORT</p> <p>Traitement des litiges..... alerte 37 (août-sept.)</p> <p>CONTENTIEUX DU TRAVAIL</p> <p>Accident du travail</p> <p style="padding-left: 20px;">Faute inexcusable</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Compétence</i>..... comm. 85 (mai)</p> <p>Loi Macron</p> <p style="padding-left: 20px;">Nouveautés..... alerte 49 (déc.)</p> <p>Unité de l'instance</p> <p style="padding-left: 20px;">Instances successives</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Difficultés d'exécution</i>..... comm. 269 (août-sept.)</p> <p>CONTENTIEUX ÉLECTORAL</p> <p>Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques</p> <p style="padding-left: 20px;">Procédure contradictoire..... comm. 382 (déc.)</p> <p>Élection municipale</p> <p style="padding-left: 20px;">Recours en annulation</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Transmission du recours ou du mémoire complémentaire</i>..... alerte 3 (janv.)</p> <p>CONTENTIEUX FAMILIAL</p> <p>Assignation en divorce</p> <p style="padding-left: 20px;">Date de l'introduction de l'instance..... comm. 266 (août-sept.)</p>
---	--

Assignation en séparation de corps	
Demande reconventionnelle en divorce.....	comm. 267 (août-sept.)
Audition du mineur	
Demande du mineur	
Office du juge.....	comm. 161 (mai)
Autorité parentale	
Droit de visite et d'hébergement	
Office du juge.....	comm. 265 (août-sept.)
Contribution à l'entretien de l'enfant	
Office du juge.....	comm. 366 (déc.)
Décisions de justice	
Exécution	
Droit de visite des grands parents.....	comm. 132 (avr.)
Divorce	
Liquidation-partage d'un immeuble indivis	
Pouvoirs du juge.....	comm. 198 (juin)
Requête unilatérale	
Motivation.....	étude 8 (août-sept.)
Sommatation de restituer.....	comm. 162 (mai)
Majeur protégé	
Vente du bien immeuble	
Requête.....	formule 11 (déc.)
Office du juge	
Prestation compensatoire	
Attribution forcée d'un bien.....	comm. 199 (juin)
Simplification des procédures	comm. 128 (avr.)
Successions	
Acte de partage successoral	
Acte d'administration.....	comm. 129 (avr.)
Mandat à effet posthume	
Règles de compétence.....	comm. 301 (oct.)

CONTENTIEUX FISCAL

Accès aux documents administratifs	
Agrément fiscal	
Rescrit fiscal.....	comm. 315 (oct.)
Action fiscale	
Qualité pour agir de la caution.....	comm. 106 (mai)
Activité occulte	
Prescription du pouvoir d'imposition	
Sanctions applicables en cas de défaut de déclaration.....	comm. 65 (févr.)
Agrément fiscal	
Acte créateur de droits	
Abrogation.....	comm. 107 (mai)
Antériorité de la doctrine administrative	
Appréciation individuelle concernant une situation de fait.....	comm. 144 (avr.)
Contestation des visites domiciliaires	
Tiers à l'objet de la saisie	
Compétence du premier président de la cour d'appel.....	comm. 344 (déc.)
Contrôle fiscal des sociétés de personnes	
Principe d'unité de la procédure	
Interruption de la prescription.....	comm. 385 (déc.)
Procédure de rectification contradictoire	
Principe d'unité de la procédure.....	comm. 179 (mai)
Doctrine administrative	
Instruction fiscale	
Opposabilité au contribuable (non).....	comm. 250 (juill.)
Interprétation formelle	
Sens et portée du texte interprété.....	comm. 284 (août-sept.)
Droit de communication	
Autorité judiciaire	
Principe d'indépendance des procédures.....	comm. 248 (juill.)
Droit de visite et de saisie	
Compétence du juge administratif.....	comm. 387 (déc.)
Époux et partenaires civils	
Solidarité fiscale	
Décharge de responsabilité.....	comm. 146 (avr.)
Interlocuteur départemental	
Procédure de mise en recouvrement en cours	
Obligation de suspendre la procédure (oui).....	comm. 386 (déc.)
Notification des pièces	
Adresse fictive du destinataire.....	comm. 105 (mai)
Opposition à contrôle fiscal	
Sociétés civiles immobilières	
Principe de responsabilité personnelle.....	comm. 27 (janv.)
Procédure de rectification contradictoire	

Démarche postérieure à la mise en recouvrement.....	comm. 145 (avr.)
Réclamation contentieuse orale	
Juridiction gracieuse	
Juridiction contentieuse.....	comm. 285 (août-sept.)
Renseignements obtenus de tiers	
Obligation de communication.....	comm. 180 (mai)
Retenue à la source	
Réclamation contentieuse	
Interruption du délai.....	comm. 314 (oct.)

CONTENTIEUX GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Taux du ressort	
Appel	
Demande subsidiaire.....	comm. 197 (juin)

CONTENTIEUX IMMOBILIER

Litiges locatifs	
Commissions départementales.....	alerte 35 (août-sept.)

CONTENTION DU TRAVAIL

Conseil de prud'hommes	
Désignation des conseillers prud'hommes.....	alerte 10 (févr.)

COUR D'ASSISES

Arrêts de cour d'assises	
Motivation.....	comm. 242 (juill.)
Avocat	
Accusé	
Départ de l'audience.....	comm. 272 (août-sept.)
Demande de donné acte	
Faits précis survenus à l'audience.....	comm. 272 (août-sept.)

COUR DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Organisation	
Procédure devant la Cour.....	alerte 33 (juill.)

D

DÉTENTION PROVISOIRE

Contrôle judiciaire	
Traitement inhumain et dégradant.....	comm. 243 (juill.)
Délais pour statuer	
QPC.....	comm. 96 (mai)
Détenus	
Extraction.....	comm. 205 (juin)
Translations	
Extractions.....	comm. 279 (août-sept.)
Durée excédant un an	
Décision ordonnant la prolongation.....	comm. 97 (mai)
Durée raisonnable	comm. 339 (déc.)
Enfants	
Visite des lieux de détention	
Présence des journalistes.....	comm. 207 (juin)

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Action en recouvrement	
Irrecevable	
Clôture de la procédure.....	comm. 89 (mai)
Action en report de cessation des paiements	comm. 271 (août-sept.)
Appel formé par le mandataire judiciaire suspendu	
Nullité de l'appel.....	comm. 165 (mai)
Appel-nullité	
Comité d'entreprise	
Qualité pour agir.....	comm. 166 (mai)
Commissaire à l'exécution du plan	
Reprise de la procédure.....	comm. 90 (mai)
Communication par voie électronique	alerte 41 (oct.)
Portail électronique.....	comm. 333 (déc.)
Désignation d'un mandataire ad hoc	comm. 368 (déc.)
EIRL	
Assignation en réunion de patrimoine.....	formule 1 (janv.)
Liquidation des biens	
Procès équitable.....	comm. 87 (mai)
Nullité de la période suspecte	
Qualité pour agir.....	comm. 51 (févr.)
Ouverture d'une procédure collective	
Interdiction de toute action en justice.....	comm. 163 (mai)
Poursuites individuelles	

Arrêt des poursuites.....	comm. 49 (févr.)
Pouvoir juridictionnel du juge-commissaire	
Instance en cours.....	comm. 234 (juill.)
Procédure	
Conversion d'une procédure de sauvegarde en redressement judiciaire	
<i>Saisine d'office</i>	comm. 131 (avr.)
Procédure secondaire d'insolvabilité	
Qualité pour agir	
<i>Qualité de créancier (non)</i>	comm. 50 (févr.)
Procédure unique	
Prononcé (non).....	comm. 88 (mai)
Redressement judiciaire	
Assignation en action paulienne.....	formule 9 (oct.)
Requête en cessation de la procédure.....	formule 8 (août-sept.)
.....	formule 10 (déc.)
Requête en conversion en liquidation judiciaire.....	formule 4 (avr.)
Repreneur évincé	
Voies de recours.....	comm. 52 (févr.)
Résolution du plan de sauvegarde	
Avis du ministère public.....	comm. 231 (juill.)
Saisine d'office	
Déclaration d'inconstitutionnalité.....	comm. 48 (févr.)
Salarié protégé	
Référé	
<i>Mesures conservatoires</i>	comm. 235 (juill.)
Voies de recours	
Droit propre du débiteur	
<i>Liquidation judiciaire</i>	comm. 334 (déc.)

DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES

Organisation	
Missions.....	comm. 208 (juin)

E

ENQUÊTES

Enquêtes sous pseudonyme	comm. 376 (déc.)
Fichier judiciaire	
Accès aux données.....	comm. 276 (août-sept.)
Géolocalisation	alerte 47 (oct.)
Interception de correspondances	alerte 47 (oct.)
Interception de courriels.....	comm. 309 (oct.)
Loi relative au renseignement	étude 10 (déc.)
Mise en oeuvre des techniques de renseignement	comm. 384 (déc.)
Officiers de police judiciaire	
Renseignements des officiers de liaison	
<i>Actes de police judiciaire (non)</i>	comm. 174 (mai)
Perquisitions	
Assistance d'un avocat.....	comm. 173 (mai)
Cabinet d'avocats.....	comm. 340 (déc.)
Perquisition	
Procès-verbal	
<i>Absence de signature des témoins</i>	comm. 373 (déc.)
Perquisitions	
Enregistrements sonores.....	comm. 308 (oct.)
Personnes recherchées	
Fichiers.....	comm. 377 (déc.)
Saisie des comptes bancaires	comm. 136 (avr.)
Section d'appui	
Rennes.....	comm. 209 (juin)
Sonorisation des lieux privés	alerte 47 (oct.)

EUROPE

Acceptation de l'adhésion d'un pays tiers à la Convention	
Compétence exclusive de l'Union.....	comm. 11 (janv.)
Action en justice	
Abus du droit de recours individuel.....	comm. 78 (mai)
Action juridictionnelle.....	comm. 262 (août-sept.)
Adaptation de la procédure pénale	comm. 310 (oct.)
Arbitrage	
Articulation.....	repère 3 (mai)
Sentence arbitrale	
<i>Interdiction à une partie de saisir une juridiction d'un État membre</i>	comm. 226 (juill.)
Arrêt d'appel	
Motivation.....	comm. 43 (févr.)
Compétence	
Action contre l'émetteur d'un produit financier.....	comm. 79 (mai)

Action indemnitaire	
<i>Sanction d'une pratique anticoncurrentielle</i>	comm. 225 (juill.)
Clause attributive de juridiction	
<i>Exception d'incompétence</i>	comm. 190 (juin)
<i>Signature électronique</i>	comm. 224 (juill.)
Concentration des compétences juridictionnelles	
<i>Obligations alimentaires transfrontalières</i>	comm. 82 (mai)
Enlèvement d'enfant.....	comm. 80 (mai)
Internet	
<i>Droit d'auteur</i>	comm. 81 (mai)
Prorogation de compétence.....	comm. 124 (avr.)
Compétence en matière de responsabilité parentale	
Prorogation de compétence.....	comm. 12 (janv.)
.....	comm. 13 (janv.)
Concurrence	
Violation.....	comm. 14 (janv.)
Contentieux familial	
Résidence de l'enfant.....	comm. 15 (janv.)
Demande d'obligation alimentaire	
Accessoire de l'action en matière de responsabilité parentale.....	comm. 296 (oct.)
Difficultés des entreprises	
Procédure d'insolvabilité	
<i>Action contre le gérant</i>	comm. 83 (mai)
<i>Questions préjudicielles</i>	comm. 261 (août-sept.)
Juridiction unifiée du brevet	
Compétence internationale.....	étude 5 (mai)
Litiges	
Résolution amiable.....	comm. 159 (mai)
Procédure d'insolvabilité	
Nouveau règlement insolvabilité.....	alerte 31 (juill.)
Prescription	
<i>Forclusion</i>	comm. 193 (juin)
Procédures civiles d'exécution	
Code mondial de l'exécution.....	alerte 18 (mai)
Question préjudicielle	
Irrecevabilité.....	comm. 16 (janv.)
Réexamen d'une affaire	
Violation par la Cour européenne des droits de l'homme.....	comm. 121 (avr.)
Refus d'exequatur	
Erreur de droit	
<i>Contrariété à l'ordre public</i>	comm. 297 (oct.)
Règles de compétence	
Articulation	
<i>Office du juge national</i>	comm. 328 (déc.)
Signification et notification des actes	comm. 329 (déc.)

EXCEPTION D'ILLÉGALITÉ

Vice de forme	
Documents d'urbanisme.....	comm. 60 (févr.)

EXPERTISE

Expertise amiable	
Force probante	
<i>Office du juge</i>	comm. 153 (mai)
Expertise in futurum	
Motif légitime.....	comm. 317 (déc.)
Provision <i>ad litem</i>	comm. 109 (avr.)
Expertise judiciaire	
Difficultés des entreprises.....	étude 3 (mai)
Expertise médicale	
Agression sexuelle	
<i>Expertise obligatoire</i>	comm. 337 (déc.)
Médicament par fonction	
Compétence de l'agent des services fiscaux	
<i>Avis simple</i>	comm. 26 (janv.)
Rapport	
Droit de rétention.....	alerte 2 (janv.)
Rémunération	
Recours contre l'ordonnance de taxe	
<i>Lettre simple</i>	comm. 216 (juill.)

EXPULSION

Local affecté à l'habitation principale	
Référé.....	comm. 351 (déc.)

<p style="margin-left: 20px;"><i>Connexité</i>..... comm. 202 (juin)</p> <p style="margin-left: 20px;">Obligation des parties</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Communication spontanée des pièces</i>..... comm. 303 (oct.)</p> <p>Procédure orale</p> <p style="margin-left: 20px;">Demande reconventionnelle</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Prise en compte des écritures</i>..... comm. 148 (mai)</p> <p>Questions préjudicielles</p> <p style="margin-left: 20px;">Renouveau..... alerte 34 (août-sept.)</p> <p>Rapporteur public</p> <p style="margin-left: 20px;">Changement de sens des conclusions..... comm. 383 (déc.)</p> <p>Représentation en justice</p> <p style="margin-left: 20px;">Qualité pour agir</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Irrecevabilité</i>..... comm. 63 (févr.)</p> <p>Résolution amiable des différends..... alerte 24 (avr.)</p> <p style="margin-left: 20px;">Préalable obligatoire..... étude 6 (juin)</p> <p>Révocation de l'ordonnance de clôture</p> <p style="margin-left: 20px;">Conclusions postérieures à la clôture</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Principe du contradictoire</i>..... comm. 286 (oct.)</p> <p>Sursis à statuer</p> <p style="margin-left: 20px;">Ordonnance du juge de la mise en état</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Appel immédiat</i>..... comm. 288 (oct.)</p>	<p style="margin-left: 20px;">Avis aux parties</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Mentions obligatoires</i>..... comm. 246 (juill.)</p> <p>Exécution provisoire</p> <p style="margin-left: 20px;">Arrêt de l'exécution provisoire</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Décision d'inconstitutionnalité</i>..... comm. 300 (oct.)</p> <p>Exécution provisoire de droit</p> <p style="margin-left: 20px;">Arrêt</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Violation manifeste de l'article 12 du Code de procédure civile</i>..... comm. 147 (mai)</p> <p>Impartialité du juge</p> <p style="margin-left: 20px;">Référé-suspension</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Référé précontractuel</i>..... comm. 142 (avr.)</p> <p>Inexécution du jugement</p> <p style="margin-left: 20px;">Loi DALO</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Procès équitable</i>..... comm. 191 (juin)</p> <p>Juge</p> <p style="margin-left: 20px;">Défaut d'impartialité..... comm. 92 (mai)</p> <p>Jugement non avvenu</p> <p style="margin-left: 20px;">Appel</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Irrecevabilité</i>..... comm. 347 (déc.)</p> <p>Motivation</p> <p style="margin-left: 20px;">Exigence d'impartialité..... comm. 54 (févr.)</p> <p>Ordonnances du juge-commissaire</p> <p style="margin-left: 20px;">Signification</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Effet</i>..... comm. 164 (mai)</p> <p>Signification</p> <p style="margin-left: 20px;">Erreur matérielle..... comm. 3 (janv.)</p>
INSTRUCTION	
<p>Audition libre</p> <p style="margin-left: 20px;">Droit d'assistance à un avocat..... alerte 16 (févr.)</p> <p>Auditions des témoins</p> <p style="margin-left: 20px;">Actes d'investigation</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Constatations exécutées à l'étranger</i>..... comm. 101 (mai)</p> <p>Chambre de l'instruction</p> <p style="margin-left: 20px;">Appel d'une ordonnance de non-lieu</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Relevé d'office de l'irrecevabilité de la constitution de partie civile</i>..... comm. 206 (juin)</p> <p>Interrogatoires et confrontations des mises en examen</p> <p style="margin-left: 20px;">Enregistrement audiovisuel obligatoire..... comm. 240 (juill.)</p> <p>Mandat d'arrêt</p> <p style="margin-left: 20px;">Personne résidant hors du territoire de la République..... comm. 138 (avr.)</p> <p>Mise en examen</p> <p style="margin-left: 20px;">Actes d'information</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Requête en nullité</i>..... comm. 372 (déc.)</p> <p style="margin-left: 20px;">Demande d'octroi du statut de témoin assisté..... comm. 374 (déc.)</p> <p style="margin-left: 20px;">Opportunité</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Amiante</i>..... comm. 239 (juill.)</p> <p>Paroles prononcées à titre privé ou confidentiel</p> <p style="margin-left: 20px;">Captation et d'enregistrement..... comm. 94 (mai)</p> <p>Président de la chambre d'instruction</p> <p style="margin-left: 20px;">Excès de pouvoirs..... comm. 59 (févr.)</p> <p style="margin-left: 20px;">Saisine directe..... comm. 371 (déc.)</p> <p>Preuve d'agissements prohibés</p> <p style="margin-left: 20px;">Saisie des fichiers informatiques et des messageries électroniques..... comm. 278 (août-sept.)</p> <p>Principe de loyauté des preuves..... comm. 22 (janv.)</p> <p style="margin-left: 20px;">..... comm. 273 (août-sept.)</p> <p>Restitution des objets saisis</p> <p style="margin-left: 20px;">Point de départ du délai..... comm. 58 (févr.)</p> <p>Saisie</p> <p style="margin-left: 20px;">Biens placés sous main de justice</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Restitution des biens</i>..... comm. 379 (déc.)</p>	
INTÉRÊTS	
<p>Taux légal</p> <p style="margin-left: 20px;">Point de départ des intérêts</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Date de la signification de l'arrêt</i>..... comm. 122 (avr.)</p>	
INTERVENTION	
<p>Intervention volontaire accessoire</p> <p style="margin-left: 20px;">Intervention forcée</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Assureur de l'employeur</i>..... comm. 123 (avr.)</p>	
J	
JUGEMENTS	
<p>Décisions administratives</p> <p style="margin-left: 20px;">Inexécution possible ou avérée</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Injonction préventive</i>..... alerte 28 (juill.)</p> <p>Délais raisonnables</p> <p style="margin-left: 20px;">Contentieux du travail..... étude 2 (mai)</p> <p>Divorce</p> <p style="margin-left: 20px;">Sommaton de restituer..... comm. 162 (mai)</p> <p>Évocation d'un moyen relevé d'office</p>	
JURIDICTIONS FINANCIÈRES	
<p>Cour des comptes</p> <p style="margin-left: 20px;">Chambres régionales et territoriales des comptes</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Réforme</i>..... alerte 36 (août-sept.)</p>	
JURIDICTIONS JUDICIAIRES	
<p>Organisation</p> <p style="margin-left: 20px;">Fonctionnement..... alerte 5 (janv.)</p>	
L	
LÉGISLATION	
<p>Justice du XXI^e siècle..... repère 11 (déc.)</p> <p>Loi Macron</p> <p style="margin-left: 20px;">Professions réglementées..... repère 2 (févr.)</p>	
M	
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	
<p>Pièces du dossier</p> <p style="margin-left: 20px;">Traduction orale..... comm. 93 (mai)</p>	
MESURE D'INSTRUCTION IN FUTURUM	
<p>Provision ad litem..... comm. 254 (août-sept.)</p>	
MESURES CONSERVATOIRES	
<p>Billet à ordre impayé</p> <p style="margin-left: 20px;">Avaliste</p> <p style="margin-left: 40px;"><i>Dispense d'autorisation</i>..... comm. 223 (juill.)</p> <p>Créance fondée en son principe</p> <p style="margin-left: 20px;">Appréciation souveraine des juges du fond..... comm. 324 (déc.)</p>	
MINEURS	
<p>Appel d'une décision du juge des enfants</p> <p style="margin-left: 20px;">Prononcé en chambre du conseil..... comm. 338 (déc.)</p> <p>Audition en justice..... comm. 126 (avr.)</p>	
MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS	
<p>Europe</p> <p style="margin-left: 20px;">Solution consensuelle préalable..... comm. 159 (mai)</p>	
MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES LITIGES	
<p>Médiation familiale</p> <p style="margin-left: 20px;">Tentative préalable..... comm. 167 (mai)</p>	
MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	
<p>Transaction..... comm. 313 (oct.)</p>	

O

ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ

Absence de chose jugée au principal
Titre exécutoire..... **comm. 5 (janv.)**

ORDONNANCE SUR REQUÊTE

Mesure d'instruction
Pièces
Signification..... **comm. 255 (août-sept.)**
Rétractation
Effets..... **comm. 256 (août-sept.)**

P

PEINES

Amende et indemnité forfaitaires..... **comm. 244 (juill.)**
Amendes forfaitaires
Procès-verbal électronique..... **comm. 56 (févr.)**
Contrainte pénale
Libération sous contrainte
Modalités d'exécution..... **alerte 13 (févr.)**
Interdiction du territoire
Relèvement
Principe de proportionnalité..... **comm. 275 (août-sept.)**
Sursis simple
Sursis avec mise à l'épreuve
Modifications..... **alerte 17 (févr.)**

PIÈCES

Communication des pièces
Communication spontanée..... **comm. 303 (oct.)**
Production forcée des pièces
Secret des sources des journalistes..... **comm. 91 (mai)**

POURVOI EN CASSATION

Cas d'ouverture à pourvoi
Contrariété de décisions civile et pénale
Décisions inconciliables..... **comm. 287 (oct.)**
Choix de la sanction disciplinaire
Sursis à statuer..... **comm. 102 (mai)**
Décision susceptible de pourvoi (non)
Report de la vente forcée..... **comm. 189 (juin)**
Décision susceptible de pourvoi
Décision de sursis à statuer..... **comm. 19 (janv.)**
Délai pour agir
Délai franc (non)..... **comm. 98 (mai)**
Jugement rendu par défaut..... **comm. 20 (janv.)**
Irrecevabilité
Défaut de paiement des frais de procédures..... **comm. 327 (déc.)**
Excès de pouvoir (non)
Ordonnance du juge-commissaire..... **comm. 369 (déc.)**
Saisie immobilière
Report de l'audience d'adjudication..... **comm. 73 (mai)**
Notification de la copie du pourvoi
Lettre recommandée avec accusé de réception
Envoi à une adresse erronée..... **comm. 25 (janv.)**
Procédure de non-admission..... **comm. 263 (août-sept.)**
Procédure devant la juridiction de renvoi
Jugement contradictoire
Opposition..... **comm. 149 (mai)**
Qualité pour agir
Reprenneur évincé..... **comm. 52 (févr.)**

POUVOIRS DU JUGE

Instruction
Clôture
Circonstances nouvelles..... **comm. 61 (févr.)**

PRESCRIPTION DU POUVOIR D'IMPOSITION

Restauration du pouvoir d'imposition
Insuffisance d'imposition révélée par une instance contentieuse..... **comm. 64 (févr.)**

PRESCRIPTION QUADRIENNALE

Exception

Ordonnateur
Avocat..... **comm. 62 (févr.)**

PREUVES

Droit de la défense du salarié
Copie du disque dur de l'ordinateur
Loyauté..... **comm. 201 (juin)**
Enquêtes
Preuve déloyale
Sonorisation des cellules..... **comm. 139 (avr.)**
Liberté des preuves
Témoignages des enfants
Violences conjugales..... **comm. 274 (août-sept.)**
Licéité de la preuve
Surveillance du salarié
Contrôle organisé par l'employeur..... **comm. 17 (janv.)**
Loyauté de la preuve
entretien 1 (oct.)
Matière sociale..... **étude 24 (déc.)**
..... **dossier 7 (déc.)**
..... **étude 11 (déc.)**
..... **étude 22 (déc.)**
..... **étude 20 (déc.)**
Applications pratiques
Applications pratiques devant la juridiction sociale..... **étude 23 (déc.)**
Appréciations pratiques en matière économique et financière..... **étude 19 (déc.)**
Appréhension du principe..... **étude 9 (déc.)**
Communication des pièces..... **étude 26 (déc.)**
Contentieux familial..... **étude 25 (déc.)**
Émergence d'un modèle éthique du procès..... **étude 18 (déc.)**
Enquêtes de l'AMF..... **étude 17 (déc.)**
Juge civil et juge commercial..... **étude 10 (déc.)**
Liberté des preuves..... **étude 15 (déc.)**
Matière économique et financière..... **étude 21 (déc.)**
Matière pénale..... **étude 12 (déc.)**
Mort annoncée..... **étude 27 (déc.)**
Office du juge administratif..... **étude 13 (déc.)**
Point de vue de l'avocat..... **étude 16 (déc.)**
Présentation..... **étude 8 (déc.)**
Preuves déloyales..... **étude 14 (déc.)**
Preuve déloyale
Refus de se soumettre à une expertise génétique..... **comm. 263 (août-sept.)**
Preuve illicite
Messagerie électronique du salarié
Rejet des débats..... **comm. 18 (janv.)**

PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE

Autorisation d'urbanisme
Notification du recours..... **comm. 342 (déc.)**
Clôture de l'instruction
Note en délibéré
Circonstances nouvelles..... **comm. 210 (juin)**
Délai de recours contre une circulaire
Départ du délai de recours
Publication sur Internet..... **comm. 245 (juill.)**
Modes amiables de règlement des différends
Transaction..... **comm. 313 (oct.)**
Pouvoir du juge disciplinaire
Contrôle la proportionnalité de la sanction disciplinaire..... **comm. 102 (mai)**
Recours administratifs préalables..... **comm. 176 (mai)**
Recours en matière d'urbanisme
Notification du recours
Envoi à une adresse erronée..... **comm. 25 (janv.)**
Recours pour excès de pouvoirs
Mesures d'ordre intérieur
Discrimination..... **comm. 211 (juin)**
Tribunal des conflits
Modernisation..... **alerte 21 (avr.)**

PROCÉDURE CIVILE

Administration de la preuve
Office du juge
Analyse des éléments de preuve..... **comm. 236 (juill.)**
Arbitrage
Exécution de la sentence arbitrale
Compétence de la seule juridiction saisie de l'appel de l'ordonnance d'exequatur..... **comm. 12 (déc.)**
..... **dossier 1 (janv.)**
Évolution
Évolutions
Nouveautés..... **repère 8 (août-sept.)**
Hier

	Aujourd'hui	
	<i>Demain</i>	repère 4 (avr.)
Réforme		
	Projet de loi Macron.....	repère 5 (mai)

PROCÉDURE PÉNALE

	Évolution	
	Révolution.....	étude 6 (janv.)
	Simplification de la procédure.....	comm. 137 (avr.)

PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

	Réforme législative	
	Nouveautés.....	alerte 19 (avr.)

Q

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

	Cumul de poursuites pénales et administratives.....	comm. 57 (févr.)
	Délit d'initié.....	comm. 175 (mai)
	Détenition provisoire	
	Délais pour statuer.....	comm. 96 (mai)
	Irrecevabilité de la question	
	Défaut de communication préalable au ministère public.....	comm. 268 (août-sept.)
	Non-lieu à renvoi	
	Provocation à la commission d'une infraction.....	comm. 140 (avr.)
	Personne en fuite	
	Diligences accomplies pour retrouver le condamné.....	comm. 277 (août-sept.)
	Référé-liberté	
	Pouvoirs du juge.....	comm. 103 (mai)
	Refus de transmission	
	Contestation devant la Cour de cassation.....	comm. 143 (avr.)

R

RECOURS EN RÉVISION

	Irrecevabilité	
	Absence de fait nouveau.....	comm. 169 (mai)

RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR

	Contestation de la validité d'un contrat administratif	
	Contrat d'agents contractuels.....	comm. 141 (avr.)

RÉCUSATION

	Juge des référés	
	Procédure à suivre.....	comm. 177 (mai)

RÉFÉRÉ

	Juge des référés	
	Récusation.....	comm. 177 (mai)
	Référé conservatoire	
	Référé mesures utiles	
	<i>Office du juge des référés</i>	comm. 178 (mai)
	Référé précontractuel	
	Compétence	
	<i>Convention d'occupation du domaine public</i>	comm. 104 (mai)
	Impartialité du juge.....	comm. 142 (avr.)
	Référé-liberté	
	Liberté de réunion et de culte.....	comm. 343 (déc.)
	QPC	
	<i>Pouvoirs du juge</i>	comm. 103 (mai)
	Référé-mesures utiles	
	Principe du contradictoire.....	comm. 282 (août-sept.)
	Référé-provision	
	Difficultés d'exécution	
	<i>Saisine du juge de l'exécution</i>	comm. 311 (oct.)
	Référé-rétractation	
	Erreur dans l'intitulé de l'assignation	
	<i>Pouvoirs du juge</i>	comm. 110 (avr.)
	Référé-suspension	
	Avis d'audience.....	comm. 247 (juill.)
	Difficultés d'exécution	
	<i>Astreinte</i>	comm. 312 (oct.)
	Office du juge des référés	
	<i>Résiliation du contrat administratif</i>	comm. 283 (août-sept.)

RÉFÉRÉ-LIBERTÉ

	Dignité de la personne humaine	
	Liberté d'expression	
	<i>Illégalité manifeste</i>	comm. 212 (juin)

RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

	Contentieux de la consommation.....	alerte 48 (oct.)
--	-------------------------------------	------------------

RENVOI

	Requête en suspicion légitime.....	comm. 230 (juill.)
--	------------------------------------	--------------------

S

SAISIE CONSERVATOIRE

	Obtention d'un titre exécutoire	
	Procédure pénale.....	comm. 155 (mai)

SAISIE DES COMPTES BANCAIRES

	Saisie du compte personnel de l'un des époux	
	Dénonciation au codébiteur.....	comm. 290 (oct.)

SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS

	Révision du barème	
	Seuils de la fraction saisissable.....	alerte 14 (févr.)

SAISIE IMMOBILIÈRE

	Adjudication	
	Distribution judiciaire du prix	
	<i>Appel du jugement de répartition</i>	comm. 37 (févr.)
	Distribution judiciaire du prix d'adjudication	
	<i>Honoraires de l'avocat poursuivant</i>	comm. 41 (févr.)
	Appel du jugement d'orientation	
	Procédure à jour fixe.....	comm. 36 (févr.)
	<i>Délai de huit jours pour présenter la requête</i>	comm. 156 (mai)
	Report de la vente forcée	
	<i>Irrégularité de la demande de report</i>	comm. 259 (août-sept.)
	Vente forcée	
	<i>Report de l'audience d'adjudication</i>	comm. 8 (janv.)
	Appel du jugement reportant l'audience d'adjudication	
	Irrecevabilité.....	comm. 8 (janv.)
	Audience d'orientation	
	Réouverture des débats	
	<i>Mesure d'administration judiciaire</i>	comm. 220 (juill.)
	Cahier des conditions de vente	
	Désignation du séquestre	
	<i>Mention erronée</i>	comm. 38 (févr.)
	Cession de créance	
	Offre de retrait litigieux	
	<i>Irrecevabilité de la contestation</i>	comm. 34 (févr.)
	Commandement de payer	
	Caducité du commandement	
	<i>Effets de la caducité</i>	comm. 119 (avr.)
	Effet interruptif de prescription.....	comm. 75 (mai)
	Mentions obligatoires	
	<i>Intérêts capitalisés (non)</i>	comm. 76 (mai)
	Nullité du commandement	
	<i>Effets de l'annulation du commandement</i>	comm. 120 (avr.)
	Péremption du commandement	
	<i>Frais de la saisie</i>	comm. 157 (mai)
	Commandement de payer valant saisie	
	Procédure contre le tiers détenteur.....	comm. 158 (mai)
	Contestations et demandes incidentes	
	Plan de surendettement	
	<i>Contestation des poursuites</i>	comm. 291 (oct.)
	Crédits immobiliers	
	Prescription biennale	
	<i>Acte authentique</i>	comm. 292 (oct.)
	Société civile immobilière	
	<i>Prescription biennale (non)</i>	comm. 322 (déc.)
	Dénonciation du commandement au conjoint	
	Clerc assermenté.....	comm. 293 (oct.)
	Effet de la publication du jugement d'adjudication	

Péremption du commandement <i>Annulation de la saisie</i>	comm. 353 (déc.)
Jugement constatant l'échec de la vente amiable	
Juge de l'exécution <i>Excès de pouvoir</i>	comm. 258 (août-sept.)
Jugement d'adjudication	
Action en nullité <i>Fraude</i>	comm. 40 (févr.)
Jugement d'orientation	
Appel à jour fixe.....	formule 5 (mai)
Signification.....	comm. 325 (déc.)
Vente forcée <i>Interdiction d'une vente amiable</i>	comm. 186 (juin)
Mise en cause du notaire	
Compétence du juge de l'exécution (non).....	comm. 72 (mai)
Péremption du commandement	
Partie intéressée <i>Occupant de l'immeuble</i>	comm. 294 (oct.)
Prorogation des effets du commandement	
Irrecevabilité du pourvoi en cassation.....	comm. 355 (déc.)
Recours contre le jugement d'adjudication	
Excès de pouvoir (non) <i>Irrecevabilité du pourvoi</i>	comm. 356 (déc.)
Rectification d'erreur ou omission	
Tenue d'une audience <i>Convocation des parties</i>	comm. 188 (juin)
Report de la vente forcée	
Voies de recours.....	comm. 189 (juin)
Titre exécutoire	
Transmission de la créance <i>Absence de mention du commandement</i>	comm. 354 (déc.)
Vente amiable	
Intervention volontaire <i>Caisse des dépôts et consignations</i>	comm. 35 (févr.)
Vente forcée	
Report de l'audience d'adjudication.....	comm. 73 (mai)

SAISIE-ATTRIBUTION

Compte bancaire	
Saisissabilité (non) <i>Contrat de promotion immobilière</i>	comm. 185 (juin)
Déclaration du tiers saisi	
Refus de paiement <i>Contestation</i>	comm. 10 (janv.) comm. 118 (avr.)
Effet attributif	
Période suspecte	
Nullité.....	alerte 6 (févr.) comm. 33 (févr.)
Qualité de tiers saisi	
Obligation de restitution <i>Contestation</i>	comm. 9 (janv.)
Tiers saisi	
Déclaration inexacte <i>Sanction</i>	comm. 321 (déc.)

SAISIE-RENDICATION

Navires	
Biens meubles corporels.....	comm. 42 (févr.)

SAISIE-VENTE

Commandement aux fins de saisie	
Acte d'exécution forcée <i>Effet interruptif de prescription</i>	comm. 222 (juill.)
Commandement de payer	
Acte d'exécution forcée (non) <i>Compétence exclusive de l'huissier de justice</i>	comm. 221 (juill.)
Indisponibilité des actifs mobiliers	
Obstacle à la cession des actifs.....	comm. 257 (août-sept.)

SÉPARATION DES POUVOIRS

Compétence judiciaire (oui)	
Indemnisation des victimes de l'amiante <i>Décision prise par le FIVA</i>	comm. 217 (juill.)

SÛRETÉ JUDICIAIRE

Inscription provisoire d'hypothèque	
Mainlevée <i>Effet de l'irrecevabilité de la demande tardive</i>	comm. 295 (oct.)

T

TIERCE OPPOSITION

Copropriétaires	
Qualité pour agir <i>Droit à un procès équitable</i>	comm. 150 (mai)
Décision susceptible de tierce opposition	
Décision constatant la bonne exécution par le débiteur du plan de continuation.....	comm. 332 (déc.)
Départ du délai	
Erreur de publication au BODACC.....	comm. 134 (avr.)
Qualité de tiers	
Président de société par actions simplifiée <i>Président démissionnaire</i>	comm. 270 (août-sept.)
Sentence arbitrale	
Caution solidaire <i>Qualité pour agir</i>	comm. 1 (déc.) comm. 264 (août-sept.)

TITRE EXÉCUTOIRE

Acte notarié	
Procuration.....	comm. 77 (mai)
Copie exécutoire	
Procurations <i>Annexes de la copie exécutoire (non)</i>	comm. 323 (déc.)
Force exécutoire	
Juge de l'exécution <i>Interprétation</i>	comm. 74 (mai)
Poursuite sur les biens communs	
Cautionnement <i>Notification préalable du jugement</i>	comm. 352 (déc.)
Titre délivré par huissier de justice	
Homologation de l'accord entre le créancier et le débiteur.....	alerte 45 (oct.)
Titres exécutoire à titre provisoire	
Responsabilité <i>Tiers victime</i>	comm. 117 (avr.)

TRANSACTION PÉNALE

Mise en oeuvre	
Modalités.....	comm. 380 (déc.)

TRIBUNAL DES CONFLITS

Réforme législative.....	alerte 26 (mai)
--------------------------	------------------------

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Justice commerciale	
Évolution <i>Perspectives</i>	étude 5 (janv.)

TRIBUNAUX MARITIMES

Organisation	
Fonctionnement.....	alerte 25 (avr.)
Siège et ressort	alerte 15 (févr.)

U

UNION EUROPÉENNE

Conflits de juridictions	
Arbitrage international <i>Anti-suit injunction</i>	comm. 13 (déc.)

V

VENTES SUR LIQUIDATION JUDICIAIRE

Déclaration d'insaisissabilité	
Excès de pouvoir du juge-commissaire.....	comm. 187 (juin)

VIE HUMAINE

Valeur	
Mode de calcul.....	repère 10 (déc.)

VOIE PUBLIQUE

Stationnement payant	alerte 32 (juill.) comm. 95 (mai) comm. 280 (août-sept.)
Avis de paiement des forfaits de post-stationnement <i>Traitement automatisé des</i>	comm. 241 (juill.)

Basile ADER, ancien membre du Conseil de l'Ordre

- La loyauté de la preuve en matière civile et pénale. Le point de vue de l'avocat (*Preuves*) dossier 16 (déc.)

Ludovic AYRAULT, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1), IRJS / Sorbonne-Fiscalité

- Recours à un expert (*Compétence de l'administration fiscale*) comm. 26 (janv.)
- Notification en cas d'adresse fictive (*Procédure de rectification*) comm. 105 (mai)
- Exercice du droit de communication après la mise en recouvrement (*Droit de communication*) comm. 145 (avr.)
- Informations obtenues de l'autorité judiciaire (*Procédure de rectification*) comm. 180 (mai)
- Saisie de messageries électroniques (*Droit de visite et de saisie*) comm. 213 (juin)
- Compétence du juge de l'exécution (*Recouvrement*) comm. 249 (juill.)
- Incompétence du juge administratif de l'impôt pour apprécier le déroulement de la procédure (*Droit de visite et de saisie*) comm. 344 (déc.)
- Interlocuteur départemental (*Procédure de rectification contradictoire*) comm. 386 (déc.)
- Droit de visite et de saisie (*Contentieux fiscal*) comm. 387 (déc.)

David BAILLEUL, maître de conférences de droit public, faculté de droit et d'économie de l'université de Savoie

- L'article L. 911-4 du Code de justice administrative a-t-il encore un intérêt ? (*Jugements*) alerte 28 (juill.)

Marion BIDAUD, éditrice - LexisNexis JurisClasseur

- Que retenir du premier Forum mondial sur l'exécution ? (*Europe*) alerte 18 (mai)

Corinne BLÉRY, maître de conférences-HDR, coresponsable du master 2 Contentieux privé, faculté de droit de l'université de Caen Basse-Normandie (CRDP - EA 967)

- Un an de contentieux des assurances (*Contentieux des assurances*) chronique « un an de... » 2 (avr.)

William BOURDON, avocat au barreau de Paris

- La loyauté de la preuve en matière économique et financière : le point de vue de l'avocat (*Preuves*) dossier 22 (déc.)

Emmanuel BROCHIER, avocat associé, ancien secrétaire de la Conférence, Darrois Villey Maillot Brochier A.A.R.P.I

- La loyauté de la preuve dans l'enquête AMF. Un principe affirmé, une mise en oeuvre très limitée (*Preuves*) dossier 17 (déc.)

Alexis BUGADA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Aix-Marseille, directeur du centre de droit social EA 901

- La loi Macron et les prud'hommes : une (r)évolution (*Contentieux du travail*) alerte 49 (déc.)
- Contrôle de l'activité du salarié par un service interne à l'entreprise : preuve licite (*Contentieux du travail*) comm. 17 (janv.)
- Déclaration tardive d'un dispositif de contrôle à la CNIL : preuve illicite écartée des débats (*Contentieux du travail*) comm. 18 (janv.)
- Quel juge pour le recouvrement des contributions d'allocation chômage ? (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 47 (févr.)
- Domaine de l'autorité de la chose jugée : distinction entre départ en retraite et liquidation de la pension (*Chose jugée*) comm. 53 (févr.)

- Motivation : la demande extravagante ne doit pas recevoir une réponse en des termes extravagants (*Jugements*) comm. 54 (févr.)
 - Accident du travail : quel juge pour la perte des droits à la retraite après un licenciement pour inaptitude ? (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 85 (mai)
 - Contentieux de l'incapacité : communication de l'entier dossier médical (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 86 (mai)
 - Faute inexcusable : recevabilité de l'intervention volontaire accessoire de l'assureur de l'employeur (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 123 (avr.)
 - Le conflit de juridictions résolu par l'invocation du coemploi (*Contentieux du travail*) comm. 124 (avr.)
 - Compétence des juridictions du contentieux général de la sécurité sociale (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 160 (mai)
 - Taux du ressort : prise en compte de la prétention subsidiaire pour rendre le jugement susceptible d'appel (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 197 (juin)
 - Preuve électronique : demande en destruction de la copie du disque dur réalisée par le salarié (*Preuves*) comm. 201 (juin)
 - Respect du contradictoire à l'issue du rejet d'une demande de renvoi pour cause de connexité (*Instance*) comm. 202 (juin)
 - L'appel contre la décision statuant sur la demande de reconnaissance d'une unité économique et sociale (*Contentieux du travail*) comm. 229 (juill.)
 - La formation de référé du conseil de prud'hommes peut ordonner le maintien des salaires d'un salarié protégé dont l'entreprise est placée en liquidation judiciaire (*Difficultés des entreprises*) comm. 235 (juill.)
 - Les exigences probatoires s'appliquent même aux allégations non sérieusement combattues (*Procédure civile*) comm. 236 (juill.)
 - Communication au ministère public de la demande de QPC : une formalité d'ordre public qui doit respecter le conseil de prud'hommes ! (*Contentieux du travail*) comm. 268 (août-sept.)
 - Instances successives et unicité de l'instance (*Contentieux du travail*) comm. 269 (août-sept.)
 - Procès équitable : la justice sociale est lente mais convoque longtemps à l'avance (*Contentieux du travail*) comm. 299 (oct.)
 - Protection sociale complémentaire : la décision d'inconstitutionnalité ne permet pas d'arrêter l'exécution provisoire (*Contentieux du travail*) comm. 300 (oct.)
 - L'intérêt à agir en défense des intérêts collectifs de la profession ne se confond pas avec le bien-fondé de l'action (*Action en justice*) comm. 306 (oct.)
 - Responsabilité du médecin-expert désigné en matière de contentieux de la sécurité sociale : compétence judiciaire (*Contentieux de la sécurité sociale*) comm. 363 (déc.)
 - Liquidation de l'astreinte et effet dévolutif de l'appel (*Contentieux du travail*) comm. 364 (déc.)
- ## Jacques BUISSON, conseiller à la Cour de cassation
- Extinction de l'action publique (*Autorité de la chose jugée*) comm. 55 (févr.)
 - Amendes forfaitaires des contraventions constatées par procès-verbal électronique (*Peines*) comm. 56 (févr.)
 - Question prioritaire de constitutionnalité (*Question prioritaire de constitutionnalité*) comm. 57 (févr.)

- Restitution d'objets saisis (*Instruction*) **comm. 58 (févr.)**
 - Requête en nullité d'une perquisition (*Instruction*) **comm. 59 (févr.)**
 - Commission du contentieux du stationnement payant (*Voie publique*) **comm. 95 (mai)**
 - Détention provisoire : délais pour statuer (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 96 (mai)**
 - Détention provisoire excédant un an (*Détention provisoire*) **comm. 97 (mai)**
 - Pourvoi en cassation (*Pourvoi en cassation*) **comm. 98 (mai)**
 - Prélèvement biologique aux fins d'identification d'une empreinte génétique (*Garde à vue*) **comm. 99 (mai)**
 - Renvoi de l'affaire : absence de l'avocat le jour de l'audience (*Instance*) **comm. 100 (mai)**
 - Témoignages et actes d'investigation (*Instruction*) **comm. 101 (mai)**
 - Dispositions relatives à la procédure pénale (*Simplification des procédures*) **comm. 137 (avr.)**
 - Mandat d'arrêt : personne résidant hors du territoire de la République (*Instruction*) **comm. 138 (avr.)**
 - Sonorisation des cellules contiguës d'un commissariat de police (*Garde à vue*) **comm. 139 (avr.)**
 - Appel formé par un détenu (*Appel*) **comm. 171 (mai)**
 - Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (*Indemnisation des victimes d'infractions*) **comm. 172 (mai)**
 - Perquisition et assistance d'un avocat (*Enquêtes*) **comm. 173 (mai)**
 - Police judiciaire : les renseignements des officiers de liaison ne constituent pas des actes de police judiciaire (*Enquêtes*) **comm. 174 (mai)**
 - Question prioritaire de constitutionnalité (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 175 (mai)**
 - Infraction militaire (*Action publique*) **comm. 203 (juin)**
 - Anonymat de certains fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie nationale (*Fonctionnaires de police*) **comm. 204 (juin)**
 - Exécution des extractions requises par les autorités judiciaires (*Détention provisoire*) **comm. 205 (juin)**
 - Instruction : appel d'une ordonnance de non-lieu (*Instruction*) **comm. 206 (juin)**
 - Modernisation du secteur de la presse (*Détention provisoire*) **comm. 207 (juin)**
 - Organisation de la direction centrale de la police aux frontières (*Direction centrale de la police aux frontières*) **comm. 208 (juin)**
 - Section d'appui judiciaire de Rennes (*Enquêtes*) **comm. 209 (juin)**
 - Agence nationale de traitement automatisé des infractions (*Voie publique*) **comm. 241 (juill.)**
 - Cour d'assises : motivation des arrêts (*Cour d'assises*) **comm. 242 (juill.)**
 - Détention provisoire : traitement inhumain et dégradant ? (*Détention provisoire*) **comm. 243 (juill.)**
 - Question prioritaire de constitutionnalité : réclamation contre l'amende forfaitaire majorée (*Peines*) **comm. 244 (juill.)**
 - L'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées (*Enquêtes*) **comm. 276 (août-sept.)**
 - Recours juridictionnel effectif (*Instruction*) **comm. 278 (août-sept.)**
 - Translations et extractions des détenus (*Détention provisoire*) **comm. 279 (août-sept.)**
 - Dématérialisation des mémoires de frais (*Instance*) **comm. 375 (déc.)**
 - Enquêtes sous pseudonyme (*Enquêtes*) **comm. 376 (déc.)**
 - Fichier des personnes recherchées (*Enquêtes*) **comm. 377 (déc.)**
 - Liberté de la presse (*Contentieux de la presse*) **comm. 378 (déc.)**
 - Restitution de biens placés sous main de justice (*Instruction*) **comm. 379 (déc.)**
 - Transaction pénale (*Transaction pénale*) **comm. 380 (déc.)**
- Loïc CADJET, membre de l'Institut universitaire de France, professeur à l'École de droit de la Sorbonne - université Paris 1, président de l'Association internationale de droit processuel**
- Le principe de loyauté devant le juge civil et le juge commercial (*Preuves*) **dossier 10 (déc.)**
 - Macron, acte II (*Procédure civile*) **repère 5 (mai)**
 - Le temps des glanes (*Procédure civile*) **repère 8 (août-sept.)**
 - De mots en maux ? La réforme J 21 suit son cours (qui s'amenuise) (*Législation*) **repère 11 (déc.)**
- Anne-Sophie CHAVENT-LECLÈRE, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon 3), directrice de l'Institut d'études judiciaires de Lyon - HDR, avocate**
- Des évolutions en cours à la révolution attendue en procédure pénale ? (*Procédure pénale*) **dossier 6 (janv.)**
 - Refus de la Cour de cassation de contrôler la nécessité de la garde à vue (*Garde à vue*) **comm. 21 (janv.)**
 - Principe de loyauté des preuves (*Preuve*) **comm. 22 (janv.)**
 - L'article 145 du Code de procédure civile ne permet pas la production forcée d'une pièce couverte par le secret des sources journalistiques (*Communication de pièces*) **comm. 91 (mai)**
 - Le défaut d'impartialité d'un juge président d'une association de victimes entretenant des liens avec la partie civile (*Jugement*) **comm. 92 (mai)**
 - Portée du droit fondamental à la traduction (*Mandat d'arrêt européen*) **comm. 93 (mai)**
 - Nécessaire motivation d'un dispositif de sonorisation (*Nullité*) **comm. 94 (mai)**
 - L'audience et le délibéré sont cumulativement interruptifs et suspensifs de prescription (*Prescription*) **comm. 135 (avr.)**
 - Le caractère saisissable des comptes bancaires pendant l'enquête (*Saisie*) **comm. 136 (avr.)**
 - « Testing » : l'article 225-3-1 du Code pénal n'est pas transmis au Conseil constitutionnel (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 140 (avr.)**
 - Apologie d'acte terroriste : rejet du préjudice graves ou concordants (*Action civile*) **comm. 168 (mai)**
 - Conception stricte du « fait nouveau » de nature à faire naître un doute sur la culpabilité (*Révision*) **comm. 169 (mai)**
 - Caractère insaisissable de la correspondance entre un avocat et son client (*Visites et saisies en matière d'atteintes à la concurrence*) **comm. 170 (mai)**
 - La recevabilité de l'« action de groupe » d'une association (*Action en restitution*) **comm. 237 (juill.)**
 - Inconventionnalité du placement en garde à vue d'un avocat à l'occasion de sa défense (*Garde à vue*) **comm. 238 (juill.)**
 - Les arrêts dits de « l'amiante » : contrôle des indices graves ou concordants (*Instruction*) **comm. 239 (juill.)**
 - Le défaut d'enregistrement audiovisuel d'une confrontation hors le cabinet du juge porte nécessairement atteinte aux droits de la défense (*Nullité de l'instruction*) **comm. 240 (juill.)**
 - Les limites à la défense de rupture (*Cour d'assises*) **comm. 272 (août-sept.)**
 - Précisions quant au principe de loyauté (*Interception de communications*) **comm. 273 (août-sept.)**
 - La liberté de preuve en matière pénale n'exclut pas le témoignage des enfants (*Preuve*) **comm. 274 (août-sept.)**
 - Le relèvement d'une peine d'interdiction du territoire doit être prononcé conformément au principe de proportionnalité (*Requête en relèvement*) **comm. 275 (août-sept.)**
 - Recherche d'une personne en fuite : le rejet de la QPC relatif à l'article 74-2 du Code de procédure

- Document d'urbanisme et recevabilité de l'exception d'illégalité (*Exception d'illégalité*) **comm. 60 (févr.)**
 - Quand le juge administratif est-il tenu de rouvrir l'instruction ? (*Pouvoirs du juge*) **comm. 61 (févr.)**
 - La prescription quadriennale ne doit plus nécessairement être opposée par l'ordonnateur (*Prescription quadriennale*) **comm. 62 (févr.)**
 - Justification de la qualité à agir et rejet par ordonnance (*Représentation en justice*) **comm. 63 (févr.)**
 - Le juge de cassation contrôle la proportionnalité de la sanction disciplinaire (*Cassation*) **comm. 102 (mai)**
 - Référé-liberté et QPC (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 103 (mai)**
 - Compétence du juge du référé précontractuel (*Référé précontractuel*) **comm. 104 (mai)**
 - Recours contre le recrutement d'un agent contractuel : excès de pouvoir ou plein contentieux ? (*Contrats administratifs*) **comm. 141 (avr.)**
 - L'impartialité du juge statuant successivement sur un même contentieux contractuel (*Impartialité du juge*) **comm. 142 (avr.)**
 - Conditions de recevabilité de la contestation d'un refus de transmission de QPC devant le Conseil d'État (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 143 (avr.)**
 - Effets du recours préalable et portée de la décision de rejet (*Recours préalable*) **comm. 176 (mai)**
 - Comment demander la récusation d'un juge des référés administratif ? (*Récusation*) **comm. 177 (mai)**
 - Le juge du référé « mesures utiles » ne peut ordonner à l'Administration de prendre un acte réglementaire (*Référés*) **comm. 178 (mai)**
 - Circonstances nouvelles et obligation de rouvrir l'instruction (*Clôture d'instruction*) **comm. 210 (juin)**
 - Mesures d'ordre intérieur et discrimination (*Recevabilité des recours*) **comm. 211 (juin)**
 - La notion d'illégalité manifeste dans la procédure de référé-liberté (*Référé-liberté*) **comm. 212 (juin)**
 - Point de départ du délai de recours contre une circulaire (*Délais de recours*) **comm. 245 (juill.)**
 - Moyen relevé d'office et caractère contradictoire de la procédure (*Moyens d'ordre public*) **comm. 246 (juill.)**
 - Effets de l'avis d'audience sous la forme dématérialisée (*Télérecours*) **comm. 247 (juill.)**
 - Une nouvelle juridiction : la Commission du contentieux du stationnement payant (*Contentieux du stationnement payant*) **comm. 280 (août-sept.)**
 - L'intérêt pour agir d'un syndicat de magistrats (*Intérêt pour agir*) **comm. 281 (août-sept.)**
 - Référés administratifs : quelles options de procédure pour le juge ? (*Procédure contradictoire*) **comm. 282 (août-sept.)**
 - Office du juge de référé-suspension dans le contentieux contractuel (*Référé*) **comm. 283 (août-sept.)**
 - Saisir le juge du référé-provision en cas de difficulté d'exécution (*Référé-provision*) **comm. 311 (oct.)**
 - Le rôle du juge des référés dans les difficultés d'exécution (*Référé-suspension*) **comm. 312 (oct.)**
 - Une note ministérielle pour inciter l'État à transiger (*Transaction*) **comm. 313 (oct.)**
 - Toilettage du Code de justice administrative : quelques nouveautés d'importance variée (*Code de justice administrative*) **comm. 341 (déc.)**
 - Notification des recours en matière d'urbanisme : viser le préfet du bon département (*Notification des recours*) **comm. 342 (déc.)**
 - L'office du juge du référé-liberté en matière de protection des libertés de réunion et de culte (*Référé-liberté*) **comm. 343 (déc.)**
 - Le régime de responsabilité civile en matière d'enseignement public (*Compétence*) **comm. 381 (déc.)**
 - Vérification des comptes de campagne et procédure contradictoire (*Contentieux électoral*) **comm. 382 (déc.)**
 - Comment contester le changement de position du rapporteur public ? (*Rapporteur public*) **comm. 383 (déc.)**
 - Mise en oeuvre des techniques de renseignement (*Enquêtes*) **comm. 384 (déc.)**
- Sylvian DOROL, huissier de justice à Paris**
- L'image dans le constat (*Huissiers de justice*) **étude 11 (déc.)**
- Mélina DOUCHY-OUDOT, professeur à l'université de Toulon, membre du Centre de droit et de politique comparés Jean-Claude-Escarras UMR-DICE n° 73-18**
- L'office du juge dans le contentieux familial (*Contentieux familial*) **dossier 4 (janv.)**
 - Assignation en partage (*Contentieux familial*) **comm. 125 (avr.)**
 - Audition de l'enfant en justice (*Contentieux familial*) **comm. 126 (avr.)**
 - Gestation pour autrui : absence de qualité des parents d'intention pour représenter l'enfant en justice (*Contentieux familial*) **comm. 127 (avr.)**
 - Simplification des procédures (*Contentieux familial*) **comm. 128 (avr.)**
 - Successions (*Contentieux familial*) **comm. 129 (avr.)**
 - Contentieux familial : exécution des décisions de justice (*Contentieux familial*) **comm. 132 (avr.)**
 - Audition du mineur : refus d'audition (*Contentieux familial*) **comm. 161 (mai)**
 - Divorce : sommation de restituer (*Contentieux familial*) **comm. 162 (mai)**
 - Médiation familiale : résolution amiable du litige (*Modes alternatifs de règlement des litiges*) **comm. 167 (mai)**
 - Divorce : liquidation-partage d'un immeuble indivis et pouvoirs du juge (*Contentieux familial*) **comm. 198 (juin)**
 - Divorce : office du juge (*Contentieux familial*) **comm. 199 (juin)**
 - Majeurs protégés : effet dévolutif de l'appel et mainlevée de la mesure de protection (*Contentieux familial*) **comm. 200 (juin)**
 - Autorité parentale (*Contentieux familial*) **comm. 265 (août-sept.)**
 - Divorce : détermination de la date de l'introduction de l'instance (*Contentieux familial*) **comm. 266 (août-sept.)**
 - Divorce : examen prioritaire de la demande reconventionnelle (*Contentieux familial*) **comm. 267 (août-sept.)**
 - Successions (*Contentieux familial*) **comm. 301 (oct.)**
 - Conclusions d'appel (*Contentieux familial*) **comm. 365 (déc.)**
 - Contribution à l'entretien de l'enfant : appréciation des ressources des parents (*Contentieux familial*) **comm. 366 (déc.)**
- Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'IEJ**
- Transformations de l'appel, bilan et perspectives (*Appel*) **dossier 2 (janv.)**
 - La recevabilité des preuves « déloyales » en matière civile (*Preuves*) **dossier 14 (déc.)**
 - Synthèse (*Preuves*) **dossier 27 (déc.)**
 - Motivation de la décision d'irrecevabilité de l'appel (*Droit d'accès au tribunal et procédure de filtrage*) **comm. 43 (févr.)**
 - Abus du droit de recours individuel (*Action en justice*) **comm. 78 (mai)**
 - Réexamen d'une affaire après constat de violation par la Cour européenne (*Procès équitable*) **comm. 121 (avr.)**
 - Obligation de tenter un règlement amiable avant toute saisine d'un juge (*Droit d'accès au juge*) **comm. 159 (mai)**
 - Attribution effective d'un logement social et procès équitable (*Droit à l'exécution des jugements*) **comm. 191 (juin)**

• Conformité du principe de concentration des moyens au procès équitable (<i>Droit d'accès au juge</i>).....	comm. 192 (juin)	• Report de l'audience d'adjudication (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 8 (janv.)
• Preuve déloyale et refus de se soumettre à une expertise génétique (<i>Procès équitable</i>).....	comm. 263 (août-sept.)	• Qualité de tiers saisi (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 9 (janv.)
• Irrecevabilité du pourvoi en cassation pour défaut de paiement des frais de procédure (<i>Droit d'accès au tribunal</i>).....	comm. 327 (déc.)	• Titre exécutoire contre le tiers saisi (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 10 (janv.)
Jean-Yves FROUIN, conseiller à la chambre sociale de la Cour de cassation		• Secret professionnel (<i>Huissier de justice</i>).....	comm. 33 (févr.)
• La loyauté de la preuve en droit du travail (<i>Preuves</i>).....	dossier 23 (déc.)	• Offre de retrait litigieux (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 34 (févr.)
Patrick FRYDMAN, conseiller d'État, président de la cour administrative d'appel de Versailles		• Vente amiable et clause de séquestre (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 35 (févr.)
• Le principe de loyauté de la preuve devant le juge administratif (<i>Preuves</i>).....	dossier 13 (déc.)	• Appel du jugement d'orientation (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 36 (févr.)
Nicolas GERBAY, maître de conférences, université de Bourgogne, membre du CREDESPO		• Appel du jugement de répartition (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 37 (févr.)
• La clause de conciliation préalable : entre tensions contractuelles et processuelles (<i>Instance</i>).....	étude 7 (juill.)	• Cahier des conditions de vente dans la saisie immobilière (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 38 (févr.)
Olivier GERON, vice-président du TGI fr Paris, président des 11^e et 32 chambre correctionnelles		• Inscription provisoire d'hypothèque (<i>Hypothèques</i>).....	comm. 39 (févr.)
• L'appréciation du principe de loyauté de la preuve en matière sociale vue sur le plan pénal (<i>Preuve</i>).....	dossier 24 (déc.)	• Publication du jugement d'adjudication (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 40 (févr.)
Peimane GHALEH-MARZBAN, premier vice-président adjoint au tribunal de grande instance de Paris, président de la 11^e et de la 32^e chambres		• Rémunération de l'avocat dans la distribution du prix (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 41 (févr.)
• L'appréciation du principe de loyauté de la preuve. L'émergence d'un modèle éthique du procès (<i>Preuves</i>).....	dossier 18 (déc.)	• Saisie-revendication d'un navire (<i>Saisie-revendication</i>).....	comm. 42 (févr.)
Pascale GONOD, professeur de droit public		• Défaut de pouvoir juridictionnel pour statuer sur la responsabilité du notaire (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 72 (mai)
• Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement : quels contrôles ? (<i>Enquêtes</i>).....	étude 10 (déc.)	• Fixation de l'audience d'adjudication après report (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 73 (mai)
Florance G'SELL, agrégée des facultés de droit, professeur de droit privé à l'université de Lorraine		• Effet interruptif de prescription du commandement (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 75 (mai)
• Publicité des avocats : le décret du 28 octobre 2014 est-il compatible avec la directive Services ? (<i>Avocats</i>).....	alerte 1 (janv.)	• Mentions du commandement de saisie immobilière (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 76 (mai)
Didier GUÉRIN, conseiller à la Cour de cassation		• Effets de la caducité du commandement (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 119 (avr.)
• La loyauté de la preuve devant le juge pénal (<i>Preuves</i>).....	dossier 11 (déc.)	• Effets de l'annulation du commandement (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 120 (avr.)
Jean-Michel HAYAT, président du tribunal de grande instance de Paris		• Appel du jugement d'orientation (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 156 (mai)
• « La loyauté de la preuve est une notion qui n'a aucune existence légale » (<i>Preuve</i>).....	entretien 1 (oct.)	• Incidence de la péremption sur les frais de la saisie (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 157 (mai)
• La loyauté de la preuve en matière civile, commerciale, pénale et administrative : allocution d'ouverture (<i>Preuves</i>).....	dossier 8 (déc.)	• Procédure contre le tiers détenteur (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 158 (mai)
Sophie HUTIER, ATER à l'université d'Aix-Marseille		• Effet du jugement d'orientation ordonnant la vente forcée (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 186 (juin)
• Vers un renouveau des questions préjudicielles (<i>Instance</i>).....	alerte 34 (août-sept.)	• Déclaration d'insaisissabilité (<i>Ventes sur liquidation judiciaire</i>).....	comm. 187 (juin)
Alain LACABARATS, président de chambre à la Cour de cassation		• Rectification d'une erreur ou omission matérielle (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 188 (juin)
• La réforme de la procédure en droit du travail (<i>Contentieux du travail</i>).....	étude 2 (mai)	• Report de la vente forcée pour force majeure (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 189 (juin)
Christian LAPORTE, avocat honoraire (barreau de Chambéry)		• Compétence en matière fiscale (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 219 (juill.)
• Assignation en liquidation d'astreinte devant le juge de l'exécution (<i>Astreinte</i>).....	formule 2 (févr.)	• Nature de la décision ordonnant la réouverture des débats (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 220 (juill.)
• Argumentaire sur l'irrecevabilité de l'appel du jugement d'orientation (<i>Saisie immobilière</i>).....	formule 5 (mai)	• Mesure conservatoire contre l'avaliste d'un billet à ordre (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 223 (juill.)
• Lettre au débiteur avant saisine du juge (<i>Action en justice</i>).....	formule 7 (juill.)	• Recours contre le jugement constatant l'échec de la vente amiable (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 258 (août-sept.)
• Quoi de neuf en matière d'aide juridictionnelle ? (<i>Aide juridictionnelle</i>).....	étude 1 (févr.)	• Recours contre le jugement ordonnant le report de la date de la vente (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 259 (août-sept.)
		• Hypothèque judiciaire provisoire contre la caution (<i>Hypothèque judiciaire provisoire</i>).....	comm. 260 (août-sept.)
		• Contestation des poursuites (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 291 (oct.)
		• Prescription de deux ans en matière de crédits immobiliers (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 292 (oct.)
		• Dénonciation du commandement (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 293 (oct.)
		• Péremption du commandement (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 294 (oct.)

- Mainlevée de l'inscription provisoire d'hypothèque (Sûreté judiciaire) **comm. 295 (oct.)**
- Prescription biennale en matière de crédits immobiliers (Saisie immobilière) **comm. 322 (déc.)**
- Copie exécutoire (Titre exécutoire) **comm. 323 (déc.)**
- Saisie immobilière : signification du jugement d'orientation (Saisie immobilière) **comm. 325 (déc.)**
- Poursuite sur les biens communs (Titre exécutoire) **comm. 352 (déc.)**
- Effet de la publication du jugement d'adjudication (Saisie immobilière) **comm. 353 (déc.)**
- Mention du commandement (Saisie immobilière) **comm. 354 (déc.)**
- Prorogation des effets du commandement (Saisie immobilière) **comm. 355 (déc.)**
- Recours contre le jugement d'adjudication (Saisie immobilière) **comm. 356 (déc.)**
- Signification du jugement d'orientation (Saisie immobilière) **comm. 357 (déc.)**

Ludovic LAUVERGNAT, huissier de justice associé à Tours (Alliance-Huissiers), DEA droit privé

- Saisie-attribution en période suspecte : qui doit avoir connaissance de l'état de cessation des paiements du débiteur ? (Saisie-attribution) **alerte 6 (févr.)**
- Dispositions relatives aux procédures civiles d'exécution dans la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 : une rature à la limite de la bavure ! (Procédures civiles d'exécution) **alerte 19 (avr.)**

Arnault LESAULNIER, Master de droit privé général, titulaire du certificat d'aptitude à la profession de greffier de tribunal de commerce

- L'expert judiciaire et le droit des entreprises en difficulté (Expertise) **étude 3 (mai)**

Laurent LEVENEUR, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), directeur du Laboratoire de droit civil, directeur du JurisClasseur Civil Code

- La loyauté de la preuve en matière familiale (Preuves) **dossier 25 (déc.)**

Jean-Charles MARRIGUES, docteur en droit, élève-avocat à l'EDASOP, chargé de travaux dirigés à l'université Toulouse 1 - Capitole

- Procédure de divorce contentieux : quelle sanction appliquer à la motivation de la requête unilatérale ? (Contentieux familial) **étude 8 (août-sept.)**

Vincent MAZEAUD, maître de conférences, Centre obligations, biens, marchés, université Paris-Est Créteil

- Un an de contentieux des assurances (Contentieux des assurances) **chronique « un an de... » 2 (avr.)**

Eymeric MOLIN, avocat au barreau de Lyon, maître de conférences associé à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin (Lyon III)

- La communication de pièces pénales dans une instance civile : entre loyauté et légalité (Preuves) **dossier 26 (déc.)**

François MOLINS, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris

- L'appréciation du principe de la loyauté de la preuve : applications pratiques devant le juge pénal (Preuves) **dossier 20 (déc.)**

Mathias MURBACH-VIBERT, magistrat, docteur en droit, chargé d'enseignements

- Requête au tribunal tendant à obtenir l'autorisation de vente d'un bien immobilier d'une personne protégée (Contentieux familial) **formule 11 (déc.)**

Olivier NÉGRIN, agrégé de droit public, professeur à l'université d'Aix-Marseille, membre du Centre d'études fiscales et financières

- La procédure de répression des oppositions à contrôle fiscal est applicable aux sociétés civiles immobilières (Opposition à contrôle fiscal) **comm. 27 (janv.)**
- Omissions ou insuffisances d'imposition révélées par une instance contentieuse (Procédure de rectification) **comm. 64 (févr.)**
- Découverte d'une activité occulte (Contentieux fiscal) **comm. 65 (févr.)**
- Qualité pour agir de la caution dans le contentieux de l'imposition (Contentieux fiscal) **comm. 106 (mai)**
- Un agrément fiscal peut être abrogé à tout moment lorsque la décision juridictionnelle sur la base duquel il a été octroyé est ultérieurement annulée (Contentieux fiscal) **comm. 107 (mai)**
- Opposabilité de la doctrine de portée générale et des appréciations administratives concernant la situation individuelle des contribuables (Contentieux de l'imposition) **comm. 144 (avr.)**
- Décharge de responsabilité des époux et partenaires civils (Contentieux fiscal) **comm. 146 (avr.)**
- Rectification des résultats d'une société de personnes (Contrôle fiscal) **comm. 179 (mai)**
- Incidence de l'intervention d'une décision juridictionnelle déclarant illégales les conditions d'obtention de documents antérieurement communiqués par une autorité administrative ou judiciaire à l'administration fiscale (Droit de communication) **comm. 248 (juill.)**
- L'administration fiscale ne peut opposer au contribuable le contenu même d'une instruction fiscale (Contentieux fiscal) **comm. 250 (juill.)**
- Notion d'interprétation formelle d'un texte fiscal (Garantie contre les changements de doctrine administrative) **comm. 284 (août-sept.)**
- Réclamation exprimée oralement (Contentieux de l'imposition) **comm. 285 (août-sept.)**
- Réclamation contentieuse dirigée contre une imposition retenue à la source (Contentieux de l'impôt) **comm. 314 (oct.)**
- Les décisions prises par l'administration fiscale sur des demandes d'agrément de sont pas, même partiellement, communicables aux tiers (Contentieux fiscal) **comm. 315 (oct.)**
- Interruption de la prescription à l'égard des associés des sociétés de personnes (Prescription du pouvoir d'imposition de l'Administration) **comm. 385 (déc.)**

Cyril NOURISSAT, professeur agrégé des facultés de droit, ancien recteur de l'Académie de Dijon

- Professions réglementées ou professions régulées ? (Législation) **repère 2 (févr.)**
- Arbitrage et droit européen : The Elephant in the Room (Europe) **repère 3 (mai)**
- Loi Macron : ce qui a changé, change et changera... (Huissiers de justice) **repère 9 (oct.)**
- Enlèvement international d'enfants (Compétence) **comm. 11 (janv.)**
- Prorogation de compétence en matière de responsabilité parentale (Compétence) **comm. 12 (janv.)**
- Prorogation volontaire de compétence en matière de responsabilité parentale (Compétence) **comm. 13 (janv.)**
- Private enforcement et règlement « Bruxelles I » (Contentieux de la concurrence) **comm. 14 (janv.)**
- Encore et toujours la résidence habituelle de l'enfant... (Contentieux familial) **comm. 15 (janv.)**
- Irrecevabilité manifeste de la question préjudicielle (Question préjudicielle) **comm. 16 (janv.)**

- Action en responsabilité contre l'émetteur d'une obligation au porteur (*Compétence juridictionnelle*) **comm. 79 (mai)**
 - Des juridictions spécialisées en matière d'enlèvement d'enfant (*Compétence juridictionnelle*) **comm. 80 (mai)**
 - Internet, droit d'auteur et compétence juridictionnelle (*Compétence juridictionnelle*) **comm. 81 (mai)**
 - La spécialisation des juridictions à l'épreuve du règlement (CE) n° 4/2009 (*Compétence juridictionnelle*) **comm. 82 (mai)**
 - Procédure d'insolvabilité et action contre le gérant domicilié dans un État tiers (*Difficultés des entreprises*) **comm. 83 (mai)**
 - Prévisibilité et sécurité juridique de la clause attributive (*Clause attributive de juridiction*) **comm. 190 (juin)**
 - Prescription et forclusion (*Procédure d'insolvabilité*) **comm. 193 (juin)**
 - Acceptation d'une clause attributive de juridiction dématérialisée : de l'effet du « clic »... (*Clause attributive de juridiction*) **comm. 224 (juill.)**
 - Action indemnitaire en droit de la concurrence : quand la Cour de justice instaure un nouveau *forum actoris* au bénéfice des victimes... (*Contentieux de la concurrence*) **comm. 225 (juill.)**
 - Arbitrage et règlement « Bruxelles I » : la frontière restaurée ? (*Sentence arbitrale*) **comm. 226 (juill.)**
 - Articulation entre procédure principale et procédure secondaire d'insolvabilité (*Questions préjudicielles*) **comm. 261 (août-sept.)**
 - La dette grecque et le règlement « Bruxelles I » (*Questions préjudicielles*) **comm. 262 (août-sept.)**
 - La demande relative à l'obligation alimentaire est uniquement l'accessoire de l'action relative à la responsabilité parentale (*Aliments*) **comm. 296 (oct.)**
 - Refus d'*exequatur* pour contrariété à l'ordre public d'une décision prononcée dans un autre État membre : quand la CJUE réécrit le règlement « Bruxelles I »... (*Exequatur*) **comm. 297 (oct.)**
 - Retour sur les obligations du juge du fond en cas d'application de la Convention de Rome sur la loi applicable au contrat (*Office du juge*) **comm. 298 (oct.)**
 - Exécution transfrontière d'une astreinte visant à garantir le droit de visite (*Astreinte*) **comm. 326 (déc.)**
 - Actions contre le gérant d'une société (*Renvoi préjudiciel*) **comm. 328 (déc.)**
 - Obligation d'information de l'entité requise en cas de signification ou notification transfrontière (*Signification et notification des actes*) **comm. 329 (déc.)**
 - Clauses attributives de juridictions : quand la Cour de cassation souffle le chaud et le froid... (*Clause attributive de compétence asymétrique*) **comm. 358 (déc.)**
 - Le partage successoral à l'épreuve du règlement « Bruxelles II bis » (*Contentieux des successions*) **comm. 359 (déc.)**
 - Du décalage des droits et du décalage horaire entre États membres en matière de désunion (*Divorce*) **comm. 360 (déc.)**
- Alice PHILIPPOT, docteur en droit, éditrice LexisNexis**
- Un bel anniversaire pour les vingt ans de la revue Procédures (*Procédure civile*) **dossier 1 (janv.)**
- Martine RACT-MADOUX, conseiller à la Cour de cassation, présidente de la COur de justice de la République**
- La loyauté de la preuve en matière pénale : la liberté des preuves (*Preuves*) **dossier 15 (déc.)**
- Loïs RASCHEL, magistrat, maître de conférences en détachement judiciaire, université Paris Ouest - Nanterre La Défense**
- Un an de contentieux des assurances (*Contentieux des assurances*) **chronique « un an de... » 2 (avr.)**
 - Interprétation du titre par le juge (*Titre exécutoire*) **comm. 74 (mai)**
 - Titre exécutoire (*Titre exécutoire*) **comm. 77 (mai)**
 - Indemnisation d'un préjudice par ricochet subi en raison de l'exécution forcée (*Responsabilité du créancier*) **comm. 117 (avr.)**
 - Effet attributif de l'acte de saisie (*Saisie-attribution*) **comm. 118 (avr.)**
 - Mesures conservatoires (*Saisie conservatoire*) **comm. 155 (mai)**
 - Saisie d'un compte bancaire (*Saisie-attribution*) **comm. 185 (juin)**
 - Commandement aux fins de saisie : délivrance par un clerc assermenté (*Saisie-vente*) **comm. 221 (juill.)**
 - Commandement aux fins de saisie-vente : cause interruptive de la prescription (*Saisie-vente*) **comm. 222 (juill.)**
 - Ordonnance de sursis à exécution (*Juge de l'exécution*) **comm. 257 (août-sept.)**
 - Dénonciation au débiteur saisi (*Saisie-attribution*) **comm. 290 (oct.)**
 - Sanction du tiers saisi (*Saisie-attribution*) **comm. 321 (déc.)**
 - Mesures conservatoires : apparence de certitude de la créance (*Mesures conservatoires*) **comm. 324 (déc.)**
 - Liquidation de l'astreinte (*Astreinte*) **comm. 350 (déc.)**
 - Local affecté à l'habitation principale (*Expulsion*) **comm. 351 (déc.)**
- Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707**
- Assignation en réunion de patrimoines d'un EIRL en procédure de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce (*Difficultés des entreprises*) **formule 1 (janv.)**
 - Requête au juge-commissaire tendant à obtenir une rémunération ou des subsides pour le débiteur ou le dirigeant d'une personne morale en redressement judiciaire (*Action en justice*) **formule 3 (mai)**
 - Requête au tribunal tendant à obtenir la liquidation judiciaire d'un débiteur en procédure de redressement judiciaire (*Action en justice*) **formule 4 (avr.)**
 - Où va la justice commerciale ? (*Tribunaux de commerce*) **dossier 5 (janv.)**
 - Requête au tribunal tendant à obtenir la cessation de la procédure de redressement judiciaire (*Difficultés des entreprises*) **formule 8 (août-sept.)**
 - Assignation en action paulienne dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire (*Action en justice*) **formule 9 (oct.)**
 - Requête au tribunal tendant à obtenir la cessation de la procédure de redressement judiciaire (*Difficultés des entreprises*) **formule 10 (déc.)**
 - Entrée en vigueur du « Portail électronique » des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (*Communication par voie électronique*) **alerte 50 (déc.)**
 - Régime du recours contre une décision de sursis à statuer en matière de contestation de créances (*Difficultés des entreprises*) **comm. 19 (janv.)**
 - Difficultés des entreprises : sur l'ordre des recours et le caractère subsidiaire du pourvoi en cassation (*Pourvoi en cassation*) **comm. 20 (janv.)**
 - Difficultés des entreprises : application d'une décision d'inconstitutionnalité (*Difficultés des entreprises*) **comm. 48 (févr.)**
 - Difficultés des entreprises : portée de l'arrêt des poursuites individuelles (*Difficultés des entreprises*) **comm. 49 (févr.)**
 - Difficultés des entreprises : pour demander l'ouverture d'une procédure secondaire d'insolvabilité, il faut être créancier ! (*Difficultés des entreprises*) **comm. 50 (févr.)**
 - Difficultés des entreprises : qualité pour agir en nullité de la période suspecte (*Difficultés des entreprises*) **comm. 51 (févr.)**

- Difficultés des entreprises : retour sur la situation du repreneur évincé (*Difficultés des entreprises*) **comm. 52 (févr.)**
 - Procédure de liquidation des biens et garanties d'un procès équitable (*Difficultés des entreprises*) **comm. 87 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : impossibilité de prononcer une procédure unique faute de remplir les conditions de l'extension de procédure (*Difficultés des entreprises*) **comm. 88 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : irrecevabilité d'une action en recouvrement postérieure à la clôture de la procédure (*Difficultés des entreprises*) **comm. 89 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : reprise d'une procédure par le commissaire à l'exécution du plan (*Difficultés des entreprises*) **comm. 90 (mai)**
 - Le défaut de mention du liquidateur judiciaire dans l'acte d'appel constitue un vice de forme (*Difficultés des entreprises*) **comm. 130 (avr.)**
 - Retour sur la saisine d'office en cas de conversion de procédure (*Difficultés des entreprises*) **comm. 131 (avr.)**
 - Difficultés des entreprises : autorité de chose jugée et personne morale fictive (*Chose jugée*) **comm. 133 (avr.)**
 - Difficultés des entreprises : portée d'une publication inexacte au BODACC sur le délai de recours (*Tierce opposition*) **comm. 134 (avr.)**
 - Difficultés des entreprises : effet de l'interruption provisoire des poursuites (*Difficultés des entreprises*) **comm. 163 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : effet d'une signification faite au lieu d'une notification (*Jugements*) **comm. 164 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : nullité de l'appel formé par le mandataire judiciaire suspendu (*Difficultés des entreprises*) **comm. 165 (mai)**
 - Difficultés des entreprises : recevabilité de l'appel-nullité du comité d'entreprise (*Appel*) **comm. 166 (mai)**
 - Demande de renvoi pour cause de suspicion légitime du tribunal de commerce (*Difficultés des entreprises*) **comm. 230 (juill.)**
 - Difficultés des entreprises : avis du ministère public exigé (*Difficultés des entreprises*) **comm. 231 (juill.)**
 - Difficultés des entreprises : conditions pour faire courir le délai d'appel (*Appel*) **comm. 232 (juill.)**
 - Difficultés des entreprises : déclaration d'insaisissabilité et excès de pouvoir du juge-commissaire (*Insaisissabilité*) **comm. 233 (juill.)**
 - Difficultés des entreprises : pas d'admission possible d'une créance litigieuse (*Difficultés des entreprises*) **comm. 234 (juill.)**
 - Date d'effet de la démission du dirigeant et recours contre une décision en matière de procédure collective (*Difficultés des entreprises*) **comm. 270 (août-sept.)**
 - Mise en cause nécessaire du débiteur pour une action en report de la date de cessation des paiements (*Difficultés des entreprises*) **comm. 271 (août-sept.)**
 - De la compétence juridictionnelle en matière d'action paulienne (*Difficultés des entreprises*) **comm. 302 (oct.)**
 - Difficultés des entreprises : contestation de créance (*Instance*) **comm. 303 (oct.)**
 - Difficultés des entreprises : l'interruption de l'instance est inopposable aux cautions (*Instance*) **comm. 304 (oct.)**
 - Difficultés des entreprises : recevabilité de l'action en soutien abusif de salariés licenciés (*Action en justice*) **comm. 305 (oct.)**
 - Nature juridique de la décision de constat d'exécution d'un plan de redressement (*Difficultés des entreprises*) **comm. 332 (déc.)**
 - Difficultés des entreprises : dématérialisation des procédures collectives (suite) (*Difficultés des entreprises*) **comm. 333 (déc.)**
 - Difficultés des entreprises : recours et droit propre du débiteur (*Difficultés des entreprises*) **comm. 334 (déc.)**
 - Obligation d'intimer le mandataire judiciaire en matière de recours du débiteur contre l'admission d'une créance (*Difficultés des entreprises*) **comm. 367 (déc.)**
 - Difficultés des entreprises : désignation d'un mandataire ad hoc (*Difficultés des entreprises*) **comm. 368 (déc.)**
 - Difficultés des entreprises : pas de pourvoi-nullité contre une décision refusant la désignation d'un contrôleur ! (*Appel*) **comm. 369 (déc.)**
- Marie-Christine ROUAULT, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public à l'université de Valenciennes**
- Le criminel peut tenir l'administratif en l'état (*Instance*) **alerte 27 (juin)**
 - Rupture dans la chaîne de la légalité : que faire ? (*Chose jugée*) **alerte 38 (oct.)**
- Renaud SALOMON, premier vice-président adjoint au TGI de Paris**
- L'appréciation du principe de la loyauté de la preuve. Applications pratiques en matière économique et financière (*Preuves*) **dossier 19 (déc.)**
- Patrick SANNINO, président de la Chambre Nationale des Huissiers de justice**
- « Il y a des éléments plutôt favorables pour la profession d'huissier de justice dans la loi Macron » (*Huissiers de justice*) **entretien 2 (déc.)**
- Julien SORIN, rapporteur public, tribunal administratif de Versailles**
- Le principe de loyauté de la preuve devant le juge administratif (*Preuves*) **dossier 13 (déc.)**
- Yves STRICKLER, professeur à l'université Nice-Sophia Antipolis, directeur du CERDAP (EA n° 1201)**
- Le décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 relatif à la simplification de la procédure civile à la communication électronique et à la résolution amiable des différends (*Instance*) **étude 6 (juin)**
 - Les pouvoirs du président du tribunal de grande instance relatifs à l'exécution provisoire de la décision du bâtonnier (*Contestations en matière d'honoraires et débours*) **comm. 66 (mai)**
 - Jugement sur la compétence et sur le fond : mise en demeure de conclure au fond (*Incompétence*) **comm. 68 (mai)**
 - La justification initiale du recours à la voie unilatérale (*Mesures d'instruction par voie de requête*) **comm. 69 (mai)**
 - Délais de recours et mentions à porter dans la notification des actes (*Notification*) **comm. 70 (mai)**
 - La distraction des dépens impose la représentation obligatoire (*Procédure de recouvrement direct*) **comm. 71 (mai)**
 - Demande de provision *ad litem* dans le dossier du Médiateur (*Mesures d'instruction in futurum*) **comm. 109 (avr.)**
 - Demande de rétractation d'une ordonnance sur requête et fin de non-recevoir (*Référé-rétractation*) **comm. 110 (avr.)**
 - Action en justice : la condition d'intérêt (*Action en justice*) **comm. 111 (avr.)**
 - Compétence juridictionnelle : actes réalisés par un médecin d'exercice libéral (*Compétence*) **comm. 112 (avr.)**
 - Compétence juridictionnelle : action en responsabilité tendant à l'exécution de l'obligation légale de remise en état d'un site classé (*Compétence*) **comm. 113 (avr.)**
 - Compétence juridictionnelle : délégation du pouvoir adjudicateur pour le paiement d'une créance (*Compétence*) **comm. 114 (avr.)**
 - Compétence juridictionnelle : redevance superficière (*Compétence*) **comm. 115 (avr.)**
 - Frais irrépétibles : pouvoir souverain d'appréciation du juge (*Frais et dépens*) **comm. 116 (avr.)**

- Demande reconventionnelle devant une juridiction de proximité (*Procédure orale*) **comm. 148 (mai)**
- L'assignation affectée d'une irrégularité de fond interrompt la prescription (*Vice de procédure*) **comm. 151 (mai)**
- Justification de la voie sur requête en vue de la désignation d'un huissier de justice (*Huissier de justice*) **comm. 152 (mai)**
- Portée d'une expertise amiable (*Expertise*) **comm. 153 (mai)**
- Voie de fait : définition (*Compétence*) **comm. 154 (mai)**
- Requalification des actes (*CPC, art. 12*) (*Office du juge*) **comm. 182 (juin)**
- Spécialisation des juridictions en droit de la concurrence (*Compétence*) **comm. 184 (juin)**
- Demande subsidiaire et office du juge (*Principes directeurs de l'instance*) **comm. 215 (juill.)**
- Indemnisation des victimes de l'amiante et compétence juridictionnelle (*Séparation des pouvoirs*) **comm. 217 (juill.)**
- Le criminel a autorité sur le civil (*Chose jugée*) **comm. 218 (juill.)**
- Compétence du juge de proximité (*Le juge de l'action est juge de l'exception*) **comm. 253 (août-sept.)**
- Provision *ad litem* et dossier du Médiateur (*Mesures d'instruction in futurum*) **comm. 254 (août-sept.)**
- Remise de la requête et de l'ordonnance (*Ordonnance sur requête*) **comm. 255 (août-sept.)**
- Effet rétroactif de la rétractation d'une ordonnance sur requête (*Ordonnance sur requête*) **comm. 256 (août-sept.)**
- Conclusions déposées en vue de la révocation de l'ordonnance de clôture et principe de la contradiction (*Clôture de l'instruction*) **comm. 286 (oct.)**
- L'article 618 du Code de procédure civile s'applique en cas de contrariété de décisions civile et pénale (*Contrariété de décisions*) **comm. 287 (oct.)**
- De la nature double de l'action en partage (*Action en justice*) **comm. 289 (oct.)**
- Condition d'application de l'article 145 du Code de procédure civile (*Expertise in futurum*) **comm. 317 (déc.)**
- Point de départ du nouveau délai après sursis à statuer (*Péremption d'instance*) **comm. 318 (déc.)**
- Questions d'impartialité (*Impartialité*) **comm. 320 (déc.)**
- Une modalité d'exercice de l'action du créancier et non de la dette (*Clause de règlement amiable des litiges et cautionnement*) **comm. 345 (déc.)**
- Radiation de l'instance et réinscription de l'affaire au rôle de la juridiction (*Péremption d'instance*) **comm. 348 (déc.)**
- Interruption de l'instance en cas de rejet définitif de la demande (*Fin de non-recevoir*) **comm. 349 (déc.)**

Pierre-Olivier SUR, avocat à la Cour

- La loyauté de la preuve en matière civile et pénale. Le point de vue de l'avocat (*Preuves*) **dossier 16 (déc.)**

Jean VEIL, avocat au barreau de Paris

- La loyauté de la preuve en matière économique et financière : le point de vue de l'avocat (*Preuves*) **dossier 21 (déc.)**

Nicolas VERLY, avocat associé - Cabinet Alter Litis - Paris

- Un an... de contentieux de la presse (*Contentieux de la presse*) **chronique « un an de... » 1 (févr.)**

Pierre VÉRON, avocat à la cour, Véron & Associés

- Le règlement (UE) n° 542/2014 modifiant le règlement « Bruxelles I (refonte) » « en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la Juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux » (*Europe*) **étude 5 (mai)**

Laura WEILLER, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, EA 4920

- Vingt ans de droit de l'arbitrage (*Arbitrage*) **dossier 3 (janv.)**
- Un recours en révision vraiment « extraordinaire » (*Arbitrage*) **étude 4 (avr.)**
- Exequatur des sentences arbitrales administratives étrangères : compétence du juge judiciaire (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 8 juillet 2015) (*Arbitrage*) **étude 9 (oct.)**
- Charge de la preuve du non-respect de la contradiction par l'arbitre (*Arbitrage*) **comm. 44 (févr.)**
- L'exigence de motivation à l'épreuve du principe de non-révision au fond (*Arbitrage*) **comm. 45 (févr.)**
- Validité de la clause compromissoire incluse dans une cession de contrôle (*Arbitrage*) **comm. 46 (févr.)**
- L'obligation de révélation à l'épreuve de la notoriété du conflit d'intérêts (*Arbitrage*) **comm. 84 (mai)**
- Amiable composition et article 1153 du Code civil (*Arbitrage*) **comm. 122 (avr.)**
- Distinction entre compétence et recevabilité (*Arbitrage*) **comm. 194 (juin)**
- Opposabilité de la clause compromissoire au liquidateur (*Arbitrage*) **comm. 195 (juin)**
- Signature par tous les arbitres et présomption de majorité des voix (*Arbitrage*) **comm. 196 (juin)**
- Recours contre l'ordonnance d'exequatur et excès de pouvoir (*Arbitrage*) **comm. 227 (juill.)**
- Revirement : abandon de l'exigence du caractère spécial de la renonciation à l'immunité d'exécution (*Arbitrage*) **comm. 228 (juill.)**
- Le droit au juge au secours de la tierce opposition de la caution solidaire (*Arbitrage*) **comm. 264 (août-sept.)**
- Compétence pour l'arrêt de l'exécution provisoire en cas de tierce opposition (*Arbitrage*) **comm. 330 (déc.)**
- Portée du contrôle du juge de l'annulation au regard de l'ordre public (*Arbitrage*) **comm. 331 (déc.)**
- Arbitrabilité de la rupture brutale de relations commerciales établies (*Arbitrage*) **comm. 361 (déc.)**
- Recours contre l'ordonnance d'exequatur d'une sentence rendue à l'étranger (*Arbitrage*) **comm. 362 (déc.)**

Aide juridictionnelle

- **Quoi de neuf en matière d'aide juridictionnelle ?**, par Christian LAPORTE, avocat honoraire (barreau de Chambéry)..... **étude 1 (févr.)**

Appel

- **Transformations de l'appel, bilan et perspectives**, par Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'IEJ..... **dossier 2 (janv.)**

Arbitrage

- **Vingt ans de droit de l'arbitrage**, par Laura WEILLER, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, EA 4920..... **dossier 3 (janv.)**
- **Un recours en révision vraiment « extraordinaire »**, par Laura WEILLER, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, EA 4920..... **étude 4 (avr.)**
- **Exequatur des sentences arbitrales administratives étrangères : compétence du juge judiciaire (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 8 juillet 2015)**, par Laura WEILLER, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, EA 4920..... **étude 9 (oct.)**

Contentieux de la presse

- **Un an... de contentieux de la presse**, par Nicolas VERLY, avocat associé - Cabinet Alter Litis - Paris..... **chronique « un an de... » 1 (févr.)**

Contentieux des assurances

- **Un an de contentieux des assurances**, par Vincent MAZEAUD, maître de conférences, Centre obligations, biens, marchés, université Paris-Est Créteil..... **chronique « un an de... » 2 (avr.)**
- **Un an de contentieux des assurances**, par Corinne BLÉRY, maître de conférences-HDR, coresponsable du master 2 Contentieux privé, faculté de droit de l'université de Caen Basse-Normandie (CRDP - EA 967)..... **chronique « un an de... » 2 (avr.)**
- **Un an de contentieux des assurances**, par Loïs RASCHEL, magistrat, maître de conférences en détachement judiciaire, université Paris Ouest - Nanterre La Défense..... **chronique « un an de... » 2 (avr.)**

Contentieux du travail

- **La réforme de la procédure en droit du travail**, par Alain LACABARATS, président de chambre à la Cour de cassation..... **étude 2 (mai)**

Contentieux familial

- **L'office du juge dans le contentieux familial**, par Mélina DOUCHY-OUUDOT, professeur à l'université de Toulon, membre du Centre de droit et de politique comparés Jean-Claude-Escarra UMR-DICE n° 73-18..... **dossier 4 (janv.)**
- **Procédure de divorce contentieux : quelle sanction appliquer à la motivation de la requête unilatérale ?**, par Jean-Charles MARRIGUES, docteur en droit, élève-avocat à l'EDASOP, chargé de travaux dirigés à l'université Toulouse 1 - Capitole..... **étude 8 (août-sept.)**

Enquêtes

- **Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement : quels contrôles ?**, par Pascale GONOD, professeur de droit public..... **étude 10 (déc.)**

Europe

- **Le règlement (UE) n° 542/2014 modifiant le règlement « Bruxelles I (refonte) » « en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la Juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux »**, par Pierre VÉRON, avocat à la cour, Véron & Associés..... **étude 5 (mai)**

Expertise

- **L'expert judiciaire et le droit des entreprises en difficulté**, par Arnault LESAULNIER, Master de droit privé général, titulaire du certificat d'aptitude à la profession de greffier de tribunal de commerce..... **étude 3 (mai)**

Huissiers de justice

- **« Il y a des éléments plutôt favorables pour la profession d'huissier de justice dans la loi Macron »**, par Patrick SANNINO, président de la Chambre Nationale des Huissiers de justice..... **entretien 2 (déc.)**
- **L'image dans le constat**, par Sylvian DOROL, huissier de justice à Paris..... **étude 11 (déc.)**

Instance

- **Le décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 relatif à la simplification de la procédure civile à la communication électronique et à la résolution amiable des différends**, par Yves STRICKLER, professeur à l'université Nice-Sophia Antipolis, directeur du CERDAP (EA n° 1201)..... **étude 6 (juin)**
- **La clause de conciliation préalable : entre tensions contractuelles et processuelles**, par Nicolas GERBAY, maître de conférences, université de Bourgogne, membre du CREDESPO..... **étude 7 (juill.)**

Preuves

- **La loyauté de la preuve en matière civile, commerciale, pénale et administrative : allocution d'ouverture**, par Jean-Michel HAYAT, président du tribunal de grande instance de Paris..... **dossier 8 (déc.)**
- **« La loyauté de la preuve est une notion qui n'a aucune existence légale »**, par Jean-Michel HAYAT, président du tribunal de grande instance de Paris..... **entretien 1 (oct.)**
- **L'appréciation du principe de loyauté de la preuve en matière sociale vue sur le plan pénal**, par Olivier GERON, vice-président du TGI fr Paris, président des 11^e et 32 chambre correctionnelles..... **dossier 24 (déc.)**
- **L'appréhension du principe de loyauté de la preuve**, par Claire DAVID, première vice-président au tribunal de grande instance de Paris..... **dossier 9 (déc.)**
- **Le principe de loyauté devant le juge civil et le juge commercial**, par Loïc CADIET, membre de l'Institut universitaire de France, professeur à l'École de droit de la Sorbonne - université Paris 1, président de l'Association internationale de droit processuel..... **dossier 10 (déc.)**
- **La loyauté de la preuve devant le juge pénal**, par Didier GUÉRIN, conseiller à la Cour de cassation..... **dossier 11 (déc.)**
- **La loyauté de la preuve en procédure pénale : fragile essai de synthèse**, par Philippe CONTE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas, directeur de l'Institut de criminologie et de droit pénal de Paris..... **dossier 12 (déc.)**
- **Le principe de loyauté de la preuve devant le juge administratif**, par Julien SORIN, rapporteur public, tribunal administratif de Versailles..... **dossier 13 (déc.)**

- **Le principe de loyauté de la preuve devant le juge administratif,**
par Patrick FRYDMAN, conseiller d'État, président de la cour administrative d'appel de Versailles..... **dossier 13 (déc.)**
 - **La recevabilité des preuves « déloyales » en matière civile,**
par Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'IEJ..... **dossier 14 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière pénale : la liberté des preuves,**
par Martine RACT-MADOUX, conseiller à la Cour de cassation, présidente de la COur de justice de la République..... **dossier 15 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière civile et pénale. Le point de vue de l'avocat,**
par Pierre-Olivier SUR, avocat à la Cour..... **dossier 16 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière civile et pénale. Le point de vue de l'avocat,**
par Basile ADER, ancien membre du Conseil de l'Ordre..... **dossier 16 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve dans l'enquête AMF. Un principe affirmé, une mise en oeuvre très limitée,**
par Emmanuel BROCHIER, avocat associé, ancien secrétaire de la Conférence, Darrois Villey Maillot Brochier A.A.R.P.I..... **dossier 17 (déc.)**
 - **L'appréciation du principe de loyauté de la preuve. L'émergence d'un modèle éthique du procès,**
par Peimane GHALEH-MARZBAN, premier vice-président adjoint au tribunal de grande instance de Paris, président de la 11^e et de la 32^e chambres..... **dossier 18 (déc.)**
 - **L'appréciation du principe de la loyauté de la preuve. Applications pratiques en matière économique et financière,**
par Renaud SALOMON, premier vice-président adjoint au TGI de Paris..... **dossier 19 (déc.)**
 - **L'appréciation du principe de la loyauté de la preuve : applications pratiques devant le juge pénal,**
par François MOLINS, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris..... **dossier 20 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière économique et financière : le point de vue de l'avocat,**
par Jean VEIL, avocat au barreau de Paris..... **dossier 21 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière économique et financière : le point de vue de l'avocat,**
par William BOURDON, avocat au barreau de Paris..... **dossier 22 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en droit du travail,**
par Jean-Yves FROUIN, conseiller à la chambre sociale de la Cour de cassation..... **dossier 23 (déc.)**
 - **La loyauté de la preuve en matière familiale,**
par Laurent LEVENEUR, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), directeur du Laboratoire de droit civil, directeur du JurisClasseur Civil Code..... **dossier 25 (déc.)**
 - **La communication de pièces pénales dans une instance civile : entre loyauté et légalité,**
par Eymeric MOLIN, avocat au barreau de Lyon, maître de conférences associé à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin (Lyon III)..... **dossier 26 (déc.)**
 - **Synthèse,**
par Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'IEJ..... **dossier 27 (déc.)**
- Procédure pénale**
- **Des évolutions en cours à la révolution attendue en procédure pénale ?,**
par Anne-Sophie CHAVENT-LECLÈRE, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon 3), directrice de l'Institut d'études judiciaires de Lyon - HDR, avocate..... **dossier 6 (janv.)**
- Tribunaux de commerce**
- **Où va la justice commerciale ?,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **dossier 5 (janv.)**

2005

Janvier

Cass. 2^e civ., **8 janv. 2005**, n° 13-27.919, F-D : JurisData n° 2015-000129 (*Procédure de recouvrement direct*) **comm. 71 (mai)**

2014

Septembre

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-17.892, F-D : JurisData n° 2014-021311 (*Saisie-revendication*) **comm. 42 (févr.)**
 Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 13-22.539, n° 13-22.540 et n° 13.22541, F-P+B : JurisData n° 2014-021765 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 19 (janv.)**
 Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 12-29.404, F-P+B : JurisData n° 2014-022090 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 19 (janv.)**
 Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 12-29.262 et n° 13-15.437, F-P+B : JurisData n° 2014-021772 (*Pourvoi en cassation*) **comm. 20 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **25 sept. 2014**, n° 13-15.597, F-P+B : JurisData n° 2014-021935 (*Saisie immobilière*) **comm. 41 (févr.)**
 CEDH, gde ch., **30 sept. 2014**, n° 67810/10, Gross c/ Suisse : JurisData n° 2014-021994 (*Action en justice*) **comm. 78 (mai)**

Octobre

CJUE, 2^e ch., **1^{er} oct. 2014**, n° C-436/13, E. c/ B. : JurisData n° 2014-025081 (*Compétence*) **comm. 12 (janv.)**
 CEDH, 1^{er} sect., **2 oct. 2014**, n° 15319/09, Hansen c/ Norvège (*Droit d'accès au tribunal et procédure de filtrage*) **comm. 43 (févr.)**
 Cass. soc., **8 oct. 2014**, n° 13-14.991, FS-P+B, X. c/ SARL Finapole : JurisData n° 2014-023165 (*Contentieux du travail*) **comm. 18 (janv.)**
 CJUE, 3^e ch., **9 oct. 2014**, n° C-376/14, C. c/ M. (*Contentieux familial*) **comm. 15 (janv.)**
 CJUE, **14 oct. 2014**, n° 1/13 (*Compétence*) **comm. 11 (janv.)**
 CE, 8^e et 3^e ss-sect., **15 oct. 2014**, n° 338746, G. c/ Voies navigables de France : JurisData n° 2014-024130 (*Contravention de grande voirie*) **comm. 23 (janv.)**
 CE, 1^{er} et 6^e ss-sect., **15 oct. 2014**, n° 366065 : JurisData n° 2014-024242 (*Recours en matière d'urbanisme*) **comm. 25 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-17.999, F-P+B, SARL Kim Vinh c/ Sté Algest SE : JurisData n° 2014-024134 (*Appel*) **comm. 1 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-24.575, F-P+B : JurisData n° 2014-024030 (*Appel*) **comm. 7 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-24.634, F-P+B : JurisData n° 2014-024072 (*Saisie immobilière*) **comm. 36 (févr.)**
 CE, 3^e et 8^e, ss-sect., **20 oct. 2014**, n° 371493, Cne de Rueil-Malmaison : JurisData n° 2014-025038 (*Rapporteur public*) **comm. 24 (janv.)**
 Cass. 1^{er} civ., **22 oct. 2014**, n° 13-11.568, FS-P+B+, Monaci c/ Serrao et Martin : JurisData n° 2014-025042 (*Arbitrage*) **comm. 46 (févr.)**
 CJUE, **23 oct. 2014**, n° C-302/13, flyLAL (*Contentieux de la concurrence*) **comm. 14 (janv.)**
 Cass. crim., **28 oct. 2014**, n° 14-81.127, FS-P+B : JurisData n° 2014-025829 (*Preuve*) **comm. 22 (janv.)**

Novembre

CE, 7^e et 2^e ss-sect., **3 nov. 2014**, n° 372980, Département de la Seine-Maritime : JurisData n° 2014-026337 (*Représentation en justice*) **comm. 63 (févr.)**
 CE, 9^e et 10^e ss-sect., **5 nov. 2014**, n° 357672 et n° 356148, Ministère des Finances et des comptes publics c/ S. (*Opposition à contrôle fiscal*) **comm. 27 (janv.)**
 CE, 10^e et 9^e ss-sect., **5 nov. 2014**, n° 362021, SCA de Château-l'Arc : JurisData n° 2014-026342 (*Exception d'illégalité*) **comm. 60 (févr.)**
 Cass. soc., **5 nov. 2014**, n° 13-18.427, FS-P+B, X. c/ Sté Sqybus : JurisData n° 2014-026508 (*Contentieux du travail*) **comm. 17 (janv.)**

Cass. 1^{er} civ., **5 nov. 2014**, n° 13-11.745, FS-P+B, Sté Yukos c/ Sté Tomskneft : JurisData n° 2014-026486 (*Arbitrage*) **comm. 44 (févr.)**
 CJUE, ord., **6 nov. 2014**, n° C-366/14, Herrenknecht AG (*Question préjudicielle*) **comm. 16 (janv.)**
 CJUE, 3^e ch., **12 nov. 2014**, n° C-656/13, L. c/ M. (*Compétence*) **comm. 13 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-15.642, FS-P+B : JurisData n° 2014-027238 (*Appel*) **comm. 2 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-24.547, FS-D, SA Banque Rhône-Alpes : JurisData n° 2014-027599 (*Appel*) **comm. 3 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-24.142, F-P+B, SA Admèa et a. : JurisData n° 2014-027233 (*Appel*) **comm. 4 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-26.708, F-D, SA Sécurité Pierre investissements : JurisData n° 2014-027609 (*Référé*) **comm. 5 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-18.682, F-D, SAS Amlin France : JurisData n° 2014-027602 (*Appel*) **comm. 6 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.614, F-D : JurisData n° 2014-027597 (*Saisie immobilière*) **comm. 8 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.167, F-P+B : JurisData n° 2014-027235 (*Saisie-attribution*) **comm. 9 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-15.599, F-D : JurisData n° 2014-027608 (*Saisie-attribution*) **comm. 10 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-22.300, F-P+B : JurisData n° 2014-027231 (*Appel*) **comm. 32 (févr.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.212, F-D : JurisData n° 2014-032996 (*Saisie immobilière*) **comm. 37 (févr.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.546, F-D : JurisData n° 2014-027606 (*Saisie immobilière*) **comm. 38 (févr.)**
 Cass. crim., **18 nov. 2014**, n° 14-81.332, F-P+B+I : JurisData n° 2014-028047 (*Garde à vue*) **comm. 21 (janv.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-20.836, F-D : JurisData n° 2014-028018 (*Hypothèques*) **comm. 39 (févr.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-17.438, F-P+B : JurisData n° 2014-027909 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 48 (févr.)**
 CE, 8^e et 3^e, ss-sect., **19 nov. 2014**, n° 361267, Sté Montaigne Direct : JurisData n° 2014-028377 (*COMPÉTENCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE*) **comm. 26 (janv.)**
 Cass. soc., **20 nov. 2014**, n° 13-22.420, F-D, M. c/ SNCF : JurisData n° 2014-028078 (*Jugements*) **comm. 54 (févr.)**
 TGI Paris, réf., **20 nov. 2014**, n° 14/59764 : JurisData n° 2014-034224 (*Communication de pièces*) **comm. 91 (mai)**
 CA Lyon, 8^e ch., **25 nov. 2014**, n° 14/06301 : JurisData n° 2014-029469 (*Appel*) **comm. 31 (févr.)**
 Cass. 2^e civ., **27 nov. 2014**, n° 13-22.457, F-P+B, T. c/ Caisse nationale des industries électriques et gazières : JurisData n° 2014-028879 (*Chose jugée*) **comm. 53 (févr.)**

Décembre

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-25.705, FS-P+B : JurisData n° 2014-029560 (*Huissier de justice*) **comm. 33 (févr.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.405, F-P+B : JurisData n° 2014-029485 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 49 (févr.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.203, F-P+B : JurisData n° 2014-029488 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 50 (févr.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.308, F-P+B : JurisData n° 2014-029536 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 51 (févr.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 12-29.916, F-D : JurisData n° 2014-029517 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 52 (févr.)**
 CE, 3^e et 8^e ss-sect., **3 déc. 2014**, n° 367370, Sté Euro-Car : JurisData n° 2014-029915 (*Contentieux fiscal*) **comm. 65 (févr.)**
 CE, 7^e et 2^e ss-sect., **3 déc. 2014**, n° 384170 et n° 384183, Établissement public Tisséo c/ 2014-029578 (*Référé précontractuel*) **comm. 104 (mai)**
 CE, 3^e et 8^e ss-sect., **3 déc. 2014**, n° 363628 : JurisData n° 2014-029914 (*Procédure de rectification*) **comm. 105 (mai)**
 Cass. 1^{er} civ., **3 déc. 2014**, n° 13-10.567, FS-P+B, Sté générale de commerce de La Réunion (Sogecore) c/ 2014-029836 (*Arbitrage*) **comm. 45 (janv.)**
 CJUE, 6^e ch., **4 déc. 2014**, n° C-295/13, H. c/ H.K. (*Difficultés des entreprises*) **comm. 83 (mai)**

Cass. 2 ^e civ., 4 déc. 2014 , n° 13-25.433, F-P+B : JurisData n° 2014-029834 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 34 (févr.)
Cass. 2 ^e civ., 4 déc. 2014 , n° 13-24.870, F-P+B : JurisData n° 2014-029830 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 35 (févr.)
Cass. 2 ^e civ., 4 déc. 2014 , n° 13-25.932, F-D (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 40 (févr.)
CE, sect., 5 déc. 2014 , n° 340943 : JurisData n° 2014-029912 (<i>Pouvoirs du juge</i>).....	comm. 61 (févr.)
CE, sect., 5 déc. 2014 , n° 359769, Cne de Scionzier : JurisData n° 2014-029510 (<i>Prescription quadriennale</i>).....	comm. 62 (févr.)
Cass. ass. plén., 5 déc. 2014 , n° 13-19.674, P+B+R+I : JurisData n° 2014-029571 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 28 (févr.)
Cass. ass. plén., 5 déc. 2014 , n° 13-27.501, P+B+R+I : JurisData n° 2014-029486 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 29 (févr.)
Cass. crim., 9 déc. 2014 , n° 13-86.775, FS-P+B : JurisData n° 2014-030684 (<i>Instruction</i>).....	comm. 58 (févr.)
Cass. crim., 10 déc. 2014 , n° 14-80.230, FS-P+B : JurisData n° 2014-030689 (<i>Autorité de la chose jugée</i>).....	comm. 55 (févr.)
Cass. crim., 10 déc. 2014 , n° 14-85.910, F-D : JurisData n° 2014-030490 (<i>Instruction</i>).....	comm. 59 (févr.)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 12 déc. 2014 , n° 356872 : JurisData n° 2014-031007 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	comm. 65 (févr.)
Cass. ch. mixte, 12 déc. 2014 , n° 13-19.684, P+B+R+I : JurisData n° 2014-030449 (<i>Modes alternatifs de règlement des différends</i>).....	comm. 30 (févr.)
Cass. com., 16 déc. 2014 , n° 13-19.402, FP-P+B+R+I : JurisData n° 2014-031676 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 87 (mai)
Cass. com., 16 déc. 2014 , n° 13-24.161, F-P+B : JurisData n° 2014-031667 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. com., 16 déc. 2014 , n° 13-25.066, F-P+B : JurisData n° 2014-031669 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 90 (mai)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 17 déc. 2014 , n° 366882, SCL 22 rue du Bœuf : JurisData n° 2014-031790 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	comm. 106 (mai)
Cass. crim., 17 déc. 2014 , n° 14-90.042, F-D : JurisData n° 2014-031088 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 57 (févr.)
CJUE, 3 ^e ch., 18 déc. 2014 , n° C-400/13 et C-408/13, Sanders (<i>Compétence juridictionnelle</i>).....	comm. 82 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 18 déc. 2014 , n° 13-24.449, FS-P+B, Sté ADIA c/ Pôle emploi Centre : JurisData n° 2014-031730 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 47 (févr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 déc. 2014 , n° 14-11.085, F-P+B, Sté VR services c/ Sté Dukan de Nitya : JurisData n° 2014- 031612 (<i>Arbitrage</i>).....	comm. 84 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 18 déc. 2014 , n° 13-25.714, P+B, Sté AD3 c/ CPAM de l'Isère : JurisData n° 2014-031737 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 86 (mai)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 19 déc. 2014 , n° 384144, Sté Hennes & Mauritz : JurisData n° 2014-031792 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	comm. 107 (mai)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2014 , n° 371652 : JurisData n° 2014-032950 (<i>Procédure de rectification</i>).....	comm. 64 (févr.)
CE, ass., 30 déc. 2014 , n° 381245 : JurisData n° 2014- 032085 (<i>Cassation</i>).....	comm. 102 (mai)

2015

Janvier

Cass. crim., 6 janv. 2015 , n° 14-85.448, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-000062 (<i>Nullité</i>).....	comm. 94 (mai)
Cass. crim., 7 janv. 2015 , n° 14-86.226, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-000059 (<i>Mandat d'arrêt européen</i>).....	comm. 93 (mai)
Cass. crim., 7 janv. 2015 , n° 14-86-850, FS-D : JurisData n° 2015-000586 (<i>Instruction</i>).....	comm. 101 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-15.976, F-D : JurisData n° 2015-000121 (<i>Contestations en matière d'honoraires et débours</i>).....	comm. 66 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 14-12.091, F-D : JurisData n° 2015-000116 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 67 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-25.423, F-D : JurisData n° 2015-000127 (<i>Incompétence</i>).....	comm. 68 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-27.740, F-D : JurisData n° 2015-000119 (<i>Mesures d'instruction par voie de requête</i>).....	comm. 69 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-27.678, F-P+B : JurisData n° 2015-000037 (<i>Notification</i>).....	comm. 70 (mai)

Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-21.044, F-P+B : JurisData n° 2015-000015 (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 72 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 14-10.205, F-P+B : JurisData n° 2015-000039 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 73 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-27.377, F-P+B : JurisData n° 2015-000027 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 74 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-27.631, F-D : JurisData n° 2015-002180 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 75 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-26.657, F-P+B : JurisData n° 2015-000040 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 76 (mai)
CJUE, 4 ^e ch., 9 janv. 2015 , n° C-498/14 PPU, David Bradbrooke (<i>Compétence juridictionnelle</i>).....	comm. 80 (mai)
Cass. ch. mixte, 9 janv. 2015 , n° 13-12.310, P+B+R+I, X. c/ SAS FLI France et a. : JurisData n° 2015-000032 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 85 (mai)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 12-25.983, FS-D : JurisData n° 2014-000259 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 89 (mai)
Cass. crim., 13 janv. 2015 , n° 12-87.059, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-000068 (<i>Jugements</i>).....	comm. 92 (mai)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-12.590, Y. et a. c/ Sté François Legrand, ès qual. : JurisData n° 2015-000241 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 129 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 janv. 2015 , n° 13-12.479, F-P+B : JurisData n° 2015-000244 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 77 (mai)
Cons. const., 16 janv. 2015 , n° 2014-438 QPC : JurisData n° 2015-000746 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 131 (avr.)
CE, 6 ^e et 1 ^{re} ss-sect., 16 janv. 2015 , n° 374070 : JurisData n° 2015-000654 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 103 (mai)
CE, 7 ^e et 2 ^e ss-sect., 19 janv. 2015 , n° 385634, Sté Ribière : JurisData n° 2015-000705 (<i>Impartialité du juge</i>).....	comm. 142 (avr.)
CEDH, 2 ^e sect., 20 janv. 2015 , n° 107/10, Manuello et Nevi c/ Italie : JurisData n° 2015-000515 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 132 (avr.)
Cass. crim., 20 janv. 2015 , n° 13-86.006, F-D : JurisData n° 2015-005587 (<i>Pourvoi en cassation</i>).....	comm. 98 (mai)
Cass. crim., 20 janv. 2015 , n° 14-84.470, F-D : JurisData n° 2015-000593 (<i>Garde à vue</i>).....	comm. 99 (mai)
Cass. crim., 20 janv. 2015 , n° 14-82.468, F-D : JurisData n° 2015-000595 (<i>Instance</i>).....	comm. 100 (mai)
Cass. crim., 21 janv. 2015 , n° 14-86.996, F-D : JurisData n° 2015-000609 (<i>Détention provisoire</i>).....	comm. 97 (mai)
CJUE, 4 ^e ch., 22 janv. 2015 , n° C-441/13, Pez Hejduk (<i>Compétence juridictionnelle</i>).....	comm. 81 (mai)
CEDH, 2 ^e sect., 27 janv. 2015 , n° 25358/12, Paradiso et Campanelli c/ Italie : JurisData n° 2015-000832 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 127 (avr.)
Cass. 3 ^e civ., 27 janv. 2015 , n° 13-27.703 : JurisData n° 2015-001504 (<i>Action en justice</i>).....	comm. 111 (avr.)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-24.619 : JurisData n° 2014-001076 (<i>Tierce opposition</i>).....	comm. 134 (avr.)
CJUE, 4 ^e ch., 28 janv. 2015 , n° C-375/13, Harald Kolassa c/ Barclays Bank plc (<i>Compétence juridictionnelle</i>).....	comm. 79 (mai)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 28 janv. 2015 , n° 382605 : JurisData n° 2015-001163 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 143 (avr.)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 28 janv. 2015 , n° 370455, Sté Duchêne Fleurs : JurisData n° 2015-001448 (<i>Contentieux de l'imposition</i>).....	comm. 144 (avr.)
Cass. soc., 28 janv. 2015 , n° 13-22.994, SA Comilog international c/ M. E. : JurisData n° 2015-001045 (<i>Contentieux du travail</i>).....	comm. 124 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 28 janv. 2015 , n° 13-50.049 : JurisData n° 2015-001047 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 125 (avr.)
Cass. 1 ^{re} civ., 28 janv. 2015 , n° 13-27.603 : JurisData n° 2015-001068 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 126 (avr.)
Cass. 2 ^e civ., 28 janv. 2015 , n° 13-19.080, FS-P+B : JurisData n° 2015-001154 (<i>Tierce opposition</i>).....	comm. 150 (mai)
Cons. const., 29 janv. 2015 , n° 2014-446 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 96 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 29 janv. 2015 , n° 13-24.691 : JurisData n° 2015-001053 (<i>Mesures d'instruction in futurum</i>).....	comm. 109 (avr.)

Février

CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 2 févr. 2015 , n° 373520, Cne d'Aix- en-Provence : JurisData n° 2015-001635 (<i>Contrats administratifs</i>).....	comm. 141 (avr.)
--	-------------------------

Table de jurisprudence

Cass. com., 3 févr. 2015 , n° 13-24.839 : JurisData n° 2014-001645 (<i>Chose jugée</i>).....	comm. 133 (avr.)	Cass. ass. plén., 6 mars 2015 , n° 14-84.339 : JurisData n° 2015-004033 (<i>Garde à vue</i>).....	comm. 139 (avr.)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 4 févr. 2015 , n° 364708, Sté Alcatel Lucent : JurisData n° 2015-001927 (<i>Droit de communication</i>).....	comm. 145 (avr.)	Cass. com., 10 mars 2015 , n° 13-22.777, F-P+B : JurisData n° 2015-005245 (<i>Jugements</i>).....	comm. 164 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 4 févr. 2015 , n° 14-10.337 : JurisData n° 2015-001663 (<i>Compétence</i>).....	comm. 112 (avr.)	Cass. com., 10 mars 2015 , n° 13-21.711, FS-P+B : JurisData n° 2015-005246 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 165 (mai)
Cass. crim., 4 févr. 2015 , n° 14-90.048 : JurisData n° 2015-001623 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 140 (avr.)	Cass. crim., 10 mars 2015 , n° 14-86.950, F-D : JurisData n° 2015-004717 (<i>Enquêtes</i>).....	comm. 173 (mai)
CEDH, gde ch., 5 févr. 2015 , n° 22251/08, Bochan c/ Ukraine (<i>Procès équitable</i>).....	comm. 121 (avr.)	Cass. com., 10 mars 2015 , n° 13-28.216, F-D : JurisData n° 2015-006666 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 231 (juill.)
CE, 6 févr. 2015 , n° 387757, SARL Les Productions de la Plume : JurisData n° 2015-002336 (<i>Récusation</i>).....	comm. 177 (mai)	Cass. com., 10 mars 2015 , n° 13-24.276, F-D : JurisData n° 2015-006668 (<i>Appel</i>).....	comm. 232 (juill.)
Cass. com., 10 févr. 2015 , n° 13-28.262 : JurisData n° 2015-002261 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 108 (avr.)	Cass. 2 ^e civ., 11 mars 2015 , n° 14-15.198, FS-P+B : JurisData n° 2015-004885 (<i>Vice de procédure</i>).....	comm. 151 (mai)
Cass. com., 10 févr. 2015 , n° 13-20.150 : JurisData n° 2015-002340 (<i>Responsabilité du créancier</i>).....	comm. 117 (avr.)	Cass. 3 ^e civ., 11 mars 2015 , n° 13-24.133, F-P+B : JurisData n° 2015-004701 (<i>Compétence</i>).....	comm. 154 (mai)
Cass. com., 10 févr. 2015 , n° 13-24.686 : JurisData n° 2014-002350 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 130 (avr.)	Cass. soc., 12 mars 2015 , n° 14-10.728, F-P+B, Association Hôpital de Fourvière c/ CPAM du Rhône : JurisData n° 2015-004756 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 160 (mai)
CE, 5 ^e et 4 ^e ss-sect., 11 févr. 2015 , n° 369110, B. c/ Centre hospitalier d'Auch : JurisData n° 2015-002374 (<i>Recours préalable</i>).....	comm. 176 (mai)	CEDH, 5 ^e sect., 17 mars 2015 , n° 12686/10, Barras c/ France (<i>Droit d'accès au juge</i>).....	comm. 192 (juin)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 févr. 2015 , n° 13-21.478, Sté Amidis et C ^{ie} c/ Abihssira : JurisData n° 2015-002236 (<i>Arbitrage</i>).....	comm. 122 (avr.)	Cass. crim., 17 mars 2015 , n° 13-87.358, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-005804 (<i>Action civile</i>).....	comm. 168 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 févr. 2015 , n° 13-26.133, Sté Axa France IARD : JurisData n° 2015-002265 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 123 (avr.)	Cons. const., 18 mars 2015 , n° 2014-453/454 QPC et n° 2015-462 QPC : JurisData n° 2015-005120 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 175 (mai)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 févr. 2015 , n° 373976 : JurisData n° 2015-003195 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	comm. 146 (avr.)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 mars 2015 , n° 370128, Min. c/ SA Conditionnement : JurisData n° 2015-006169 (<i>Procédure de rectification</i>).....	comm. 180 (mai)
Cass. crim., 17 févr. 2015 , n° 13-88.129 : JurisData n° 2015-002505 (<i>Prescription</i>).....	comm. 135 (avr.)	Cass. 1 ^{re} civ., 18 mars 2015 , n° 14-11.392, F-P+B : JurisData n° 2015-005746 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 161 (mai)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 13-26.931, F-P+B : JurisData n° 2015-003003 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 163 (mai)	Cass. 1 ^{re} civ., 18 mars 2015 , n° 14-13.336, FS-P+B, Sté Marriott International Hotels Inc c/ Fakhri et a. : JurisData n° 2015-005784 (<i>Arbitrage</i>).....	comm. 194 (juin)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 14-10.279, FS-P+B : JurisData n° 2015-003341 (<i>Appel</i>).....	comm. 166 (mai)	Cass. 2 ^e civ., 19 mars 2015 , n° 14-15.740, F-P+B : JurisData n° 2015-005850 (<i>Procédure orale</i>).....	comm. 148 (mai)
CA Paris, pôle 1, ch. 1, 17 févr. 2015 , n° 13/13278 : JurisData n° 2015-002457 (<i>Arbitrage</i>).....	étude 4 (avr.)	Cass. 2 ^e civ., 19 mars 2015 , n° 14-14.389, F-P+B : JurisData n° 2015-005848 (<i>Huissier de justice</i>).....	comm. 152 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 févr. 2015 , n° 13-28.488 : JurisData n° 2015-002847 (<i>Compétence</i>).....	comm. 113 (avr.)	Cass. 1 ^{re} civ., 19 mars 2015 , n° 14-14.571, FS-P+B : JurisData n° 2015-005844 (<i>Compétence</i>).....	comm. 154 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 févr. 2015 , n° 14-10.030 (<i>Compétence</i>).....	comm. 114 (avr.)	Cass. 2 ^e civ., 19 mars 2015 , n° 14-14.926 et n° 14-15.150, FS-P+B : JurisData n° 2015-005888 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 156 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 févr. 2015 , n° 13-26.910 : JurisData n° 2015-002837 (<i>Compétence</i>).....	comm. 115 (avr.)	Cass. 2 ^e civ., 19 mars 2015 , n° 14-10.239, F-P+B : JurisData n° 2015-005892 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 157 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 févr. 2015 , n° 11-11.054 (<i>Frais et dépens</i>).....	comm. 116 (avr.)	Cass. 2 ^e civ., 19 mars 2015 , n° 14-10.952, F-P+B : JurisData n° 2015-005902 (<i>Appel</i>).....	comm. 181 (juin)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-28.223 : JurisData n° 2015-002933 (<i>Référé-rétractation</i>).....	comm. 110 (avr.)	Cass. soc., 19 mars 2015 , n° 14-10.122, F-P+B+I, Theron c/ CARSAT du Sud-Est et a. : JurisData n° 2015-005768 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 197 (juin)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.439 : JurisData n° 2015-003049 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 118 (avr.)	CE, sect., 20 mars 2015 , n° 385332, Section française de l'Observatoire international des prisons : JurisData n° 2015-006386 (<i>Référés</i>).....	comm. 178 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-28.445 : JurisData n° 2015-002990 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 119 (avr.)	Cass. com., 24 mars 2015 , n° 14-10.175, FS-P+B : JurisData n° 2015-006383 (<i>Ventes sur liquidation judiciaire</i>).....	comm. 187 (juin)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.622 : JurisData n° 2015-003000 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 120 (avr.)	Cass. com., 24 mars 2015 , n° 14-10.175, FS-P+B : JurisData n° 2015-006383 (<i>Insaisissabilité</i>).....	comm. 233 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-18.458, F-D : JurisData n° 2015-003530 (<i>Exécution provisoire</i>).....	comm. 147 (mai)	Cass. crim., 25 mars 2015 , n° 14-80.127, F-P+B : JurisData n° 2015-006352 (<i>Appel</i>).....	comm. 171 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-25.728, F-P+B : JurisData n° 2015-002944 (<i>Renvoi après cassation</i>).....	comm. 149 (mai)	Cass. 1 ^{re} civ., 25 mars 2015 , n° 13-27.264, F-P+B : JurisData n° 2015-006373 (<i>Clause attributive de juridiction</i>).....	comm. 190 (juin)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.079, F-D : JurisData n° 2015-003417 (<i>Saisie conservatoire</i>).....	comm. 155 (mai)	CEDH, sect. 1, 26 mars 2015 , n° 11239/11, Momčilović c/ Croatie (<i>Droit d'accès au juge</i>).....	comm. 159 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-27.691, F-P+B : JurisData n° 2015-003035 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 158 (mai)	Cass. 2 ^e civ., 26 mars 2015 , n° 13-17.257, F-P+B : JurisData n° 2015-006379 (<i>Indemnisation des victimes d'infractions</i>).....	comm. 172 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-26.281, F-D : JurisData n° 2015-003419 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 162 (mai)	Cass. 2 ^e civ., 26 mars 2015 , n° 14-14.644, F-P+B : JurisData n° 2015-006339 (<i>Recours contre une ordonnance de taxe</i>).....	comm. 216 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-13.019, F-D : JurisData n° 2015-003528 (<i>Appel</i>).....	comm. 183 (juin)	CE, 6 ^e et 1 ^{re} ss-sect., 30 mars 2015 , n° 369431 et n° 369637, Sté Eole-Res : JurisData n° 2015-007067 (<i>Clôture d'instruction</i>).....	comm. 210 (juin)
Cass. crim., 25 févr. 2015 , n° 14-88.447 (<i>Saisie</i>).....	comm. 136 (avr.)	Cass. com., 31 mars 2015 , n° 14-10.016, F-P+B : JurisData n° 2015-006995 (<i>Compétence</i>).....	comm. 184 (juin)
Cons. const., 27 févr. 2015 , n° 2014-452 QPC : JurisData n° 2015-003489 (<i>Instruction</i>).....	comm. 138 (avr.)		
Mars			
Cass. soc., 3 mars 2015 , n° 13-22.411, FS-P+B, SELARL Luc Gomis c/ Sté Sraes et a. : JurisData n° 2015-004031 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 235 (juill.)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 4 mars 2015 , n° 360508 : JurisData n° 2015-004448 (<i>Contrôle fiscal</i>).....	comm. 179 (mai)		
Cass. 2 ^e civ., 5 mars 2015 , n° 14-10.861, F-D : JurisData n° 2015-004331 (<i>Expertise</i>).....	comm. 153 (mai)		

Cass. soc., **31 mars 2015**, n° 13-24.410, FS-P+B, SAS Maguin *c/* Zych : JurisData n° 2015-007003 (*Preuves*)..... **comm. 201 (juin)**

Avril

Cass. crim., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-87.647, F-P+B+I : JurisData n° 2015-007044 (*Enquêtes*)..... **comm. 174 (mai)**
 Cass. 1^{er} civ., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-14.552, F-P+B, T., ès qualités *c/* Sté GFC Construction : JurisData n° 2015-007126 (*Arbitrage*)..... **comm. 195 (juin)**
 Cass. 1^{er} civ., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-13.202, F-P+B, Teman *c/* Maarek : JurisData n° 2015-007123 (*Arbitrage*)..... **comm. 196 (juin)**
 Cass. 1^{er} civ., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-14.349, F-P+B : JurisData n° 2015-006961 (*Contentieux familial*)..... **comm. 198 (juin)**
 CEDH, 5^e sect., **2 avr. 2015**, n° 63629/10 et n° 60567/10, Vinci Construction et GTM Génie civil et services *c/* France (*Visites et saisies en matière d'atteintes à la concurrence*)..... **comm. 170 (mai)**
 CEDH, 5^e sect., **2 avr. 2015**, n° 63629/10 et n° 60567/10, Vinci Construction et GTM Génie civil et services *c/* France : JurisData n° 2015-007798 (*Droit de visite et de saisie*)..... **comm. 213 (juin)**
 Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.817, F-P+B : JurisData n° 2015-007529 (*Difficultés des entreprises*)..... **comm. 230 (juill.)**
 Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.172, F-P+B+I : JurisData n° 2015-007523 (*Difficultés des entreprises*)..... **comm. 234 (juill.)**
 CEDH, 5^e sect., **9 avr. 2015**, n° 65829/12, Tchokontio Hapii *c/* France : JurisData n° 2015-007299 (*Droit à l'exécution des jugements*)..... **comm. 191 (juin)**
 Cass. 2^e civ., **9 avr. 2015**, n° 12-22.467, F-D : JurisData n° 2015-010288 (*Saisie-attribution*)..... **comm. 185 (juin)**
 Cass. 2^e civ., **9 avr. 2015**, n° 14-16.878, FS-P+B : JurisData n° 2015-007654 (*Saisie immobilière*)..... **comm. 186 (juin)**
 Cass. 2^e civ., **9 avr. 2015**, n° 14-14.206, F-P+B : JurisData n° 2015-007582 (*Saisie immobilière*)..... **comm. 188 (juin)**
 Cass. 2^e civ., **9 avr. 2015**, n° 14-13.330, F-D : JurisData n° 2015-010290 (*Saisie immobilière*)..... **comm. 189 (juin)**
 Cass. avis, **13 avr. 2015**, n° 15004 : JurisData n° 2015-009037 (*Contentieux familial*)..... **comm. 200 (juin)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-80.647, F-P+B : JurisData n° 2015-008093 (*Instruction*)..... **comm. 206 (juin)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-85.334, FS-P+B : JurisData n° 2015-007822 (*Instruction*)..... **comm. 239 (juill.)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-85.335, FS-P+B : JurisData n° 2015-007829 (*Instruction*)..... **comm. 239 (juill.)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-85.333, FS-P+B : JurisData n° 2015-007825 (*Instruction*)..... **comm. 239 (juill.)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-88.515, FS-P+B : JurisData n° 2015-008123 (*Interception de communications*)..... **comm. 273 (août-sept.)**
 Cass. crim., **14 avr. 2015**, n° 14-87.914, F-P+B : JurisData n° 2015-008097 (*Interception de communications*)..... **comm. 273 (août-sept.)**
 CE, 10^e et 9^e ss-sect., **15 avr. 2015**, n° 373893, Pôle emploi *c/* A. : JurisData n° 2015-008420 (*Recevabilité des recours*)..... **comm. 211 (juin)**
 CE, 9^e et 10^e ss-sect., **15 avr. 2015**, n° 373269, Sté Car Diffusion 78 (*Droit de communication*)..... **comm. 248 (juill.)**
 Cass. 1^{er} civ., **15 avr. 2015**, n° 14-11.575, FS-P+B : JurisData n° 2015-008098 (*Contentieux familial*)..... **comm. 199 (juin)**
 Cass. soc., **15 avr. 2015**, n° 13-28.715, F-P+B, SAS Hôpital européen de Paris GVM Care et Research La Roseraie *c/* Adem et a. (*Instance*)..... **comm. 202 (juin)**
 Cass. soc., **15 avr. 2015**, n° 14-16.196, FS-P+B, Union Locale CGT Mâcon *c/* SAS Carpostal Bourgogne Franche-Comté et a. : JurisData n° 2015-008170 (*Contentieux du travail*)..... **comm. 229 (juill.)**
 CJUE, 1^{er} ch., **16 avr. 2015**, n° C-557/13, Hermann Lutz (*Procédure d'insolvabilité*)..... **comm. 193 (juin)**
 CE, ord., **16 avr. 2015**, n° 389372, SARL « Grasse Boulange » : JurisData n° 2015-008383 (*Référé-liberté*)..... **comm. 212 (juin)**
 Cass. 1^{er} civ., **16 avr. 2015**, n° 14-13.694, F-P+B : JurisData n° 2015-008107 (*Office du juge*)..... **comm. 182 (juin)**
 CE, 3^e et 8^e ss-sect., **17 avr. 2015**, n° 384618, Syndicat national de l'enseignement initial privé SNEIP-CGT enseignement privé : JurisData n° 2015-009031 (*Délais de recours*)..... **comm. 245 (juill.)**
 CEDH, 5^e sect., **23 avr. 2015**, n° 26690/11, François *c/* France (*Garde à vue*)..... **comm. 238 (juill.)**

Cons. const., **24 avr. 2015**, n° 2015-461 QPC : JurisData n° 2015-009743 (*Action publique*)..... **comm. 203 (juin)**
 CE, 8^e sect., **29 avr. 2015**, n° 382322, B. A. : JurisData n° 2015-014517 (*Moyens d'ordre public*)..... **comm. 246 (juill.)**

Mai

Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-16.644, FS-P+B+R+I, Sté Pierre et Vacances *c/* Sté IMI holding : JurisData n° 2015-010282 (*Arbitrage*)..... **comm. 264 (août-sept.)**
 Cass. 3^e civ., **6 mai 2015**, n° 13-24.947, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-010267 (*Principes directeurs de l'instance*)..... **comm. 215 (juill.)**
 Cass. soc., **6 mai 2015**, n° 13-27.331, F-D, SCI Adib Boll *c/* Dubuisson : JurisData n° 2015-010245 (*Procédure civile*)..... **comm. 236 (juill.)**
 Cons., const., **7 mai 2015**, n° 2015-467 QPC : JurisData n° 2015-010690 (*Peines*)..... **comm. 244 (juill.)**
 CE, 10^e et 9^e ss-sect., **11 mai 2015**, n° 379356, Cne de Damouzy : JurisData n° 2015-010939 (*Télérecours*)..... **comm. 247 (juill.)**
 Cass. com., **12 mai 2015**, n° 14-12.483, F-P+B : JurisData n° 2015-011154 (*Difficultés des entreprises*)..... **comm. 270 (août-sept.)**
 CJUE, gde ch., **13 mai 2015**, n° C-536/13, Gazprom (*Sentence arbitrale*)..... **comm. 226 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-13.801, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-011130 (*Appel*)..... **comm. 214 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-16.640, F-P+B : JurisData n° 2015-011128 (*Juge de l'exécution*)..... **comm. 219 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-16.483, F-P+B : JurisData n° 2015-011122 (*Saisie immobilière*)..... **comm. 220 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-12.089, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-011131 (*Saisie-vente*)..... **comm. 221 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-16.025, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-011049 (*Saisie-vente*)..... **comm. 222 (juill.)**
 Cass. 1^{er} civ., **13 mai 2015**, n° 14-17.015, FS-P+B+I, Ehrmann *c/* Billon : JurisData n° 2015-011056 (*Arbitrage*)..... **comm. 227 (juill.)**
 Cass. 1^{er} civ., **13 mai 2015**, n° 13-17.751, FS-P+B+R, Sté Commissions import export (Commisimpex) *c/* République du Congo : JurisData n° 2015-011133 (*Arbitrage*)..... **comm. 228 (juill.)**
 Cass. crim., **13 mai 2015**, n° 14-87.534 : JurisData n° 2015-011001 (*Nullité de l'instruction*)..... **comm. 240 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-16.640, F-P+B, Sté Technogram : JurisData n° 2015-011128 (*Recouvrement*)..... **comm. 249 (juill.)**
 Cass. 3^e civ., **13 mai 2015**, n° 13-20.881, FS-D : JurisData n° 2015-011376 (*Cour d'appel*)..... **comm. 252 (août-sept.)**
 Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-17.401 : JurisData n° 2015-011830 (*Mesures conservatoires*)..... **comm. 223 (juill.)**
 Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-14.258, F-D : JurisData n° 2015-011752 (*Difficultés des entreprises*)..... **comm. 271 (août-sept.)**
 Cass. crim., **20 mai 2015**, n° 14-81.147, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-011901 (*Action en restitution*)..... **comm. 237 (juill.)**
 CJUE, 3^e ch., **21 mai 2015**, n° C-322/14, Jaouad El Majdoub (*Clause attributive de juridiction*)..... **comm. 224 (juill.)**
 CJUE, 4^e ch., **21 mai 2015**, n° C-352/13, Cartel Damages Claims (CDC) (*Contentieux de la concurrence*)..... **comm. 225 (juill.)**
 CEDH, 5^e sect., **21 mai 2015**, n° 10485/13, Haddad *c/* France (*Cour d'assises*)..... **comm. 242 (juill.)**
 CEDH, 5^e sect., **21 mai 2015**, n° 23487/12, Peduzzi *c/* France (*Cour d'assises*)..... **comm. 242 (juill.)**
 CEDH, 5^e sect., **21 mai 2015**, n° 50494/12, Yengo *c/* France (*Détention provisoire*)..... **comm. 243 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **21 mai 2015**, n° 14-18.767, F-P+B : JurisData n° 2015-011813 (*Recours contre une ordonnance de taxe*)..... **comm. 216 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **21 mai 2015**, n° 14-18.892, F-P+B+I : JurisData n° 2015-011745 (*Séparation des pouvoirs*)..... **comm. 217 (juill.)**
 Cass. 2^e civ., **21 mai 2015**, n° 14-18.339, F-P+B : JurisData n° 2015-011749 (*Chose jugée*)..... **comm. 218 (juill.)**
 CE, 9^e et 10^e ss-sect., **22 mai 2015**, n° 369819, Min. *c/* Wellcome Trust : JurisData n° 2015-011908 (*Contentieux fiscal*)..... **comm. 250 (juill.)**
 CE, 10^e et 9^e ss-sect., **27 mai 2015**, n° 388705, Syndicat de la magistrature : JurisData n° 2015-012827 (*Intérêt pour agir*)..... **comm. 281 (août-sept.)**
 CE, 8^e et 3^e ss-sect., **27 mai 2015**, n° 386195 : JurisData n° 2015-012837 (*Procédure contradictoire*)..... **comm. 282 (août-sept.)**

- CE, 8^e et 3^e ss-sect., **27 mai 2015**, n° 364270, Duclos :
JurisData n° 2015-017111 (*Contentieux de l'imposition*) **comm. 285 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **28 mai 2015**, n° 14-28.233, F-P+B :
JurisData n° 2015-012544 (*Cour d'appel*) **comm. 251 (août-sept.)**
- Cass. 1^{re} civ., **28 mai 2015**, n° 14-13.544, F-P+B :
JurisData n° 2015-012536 (*Contentieux familial*) **comm. 266 (août-sept.)**
- Cass. 1^{re} civ., **28 mai 2015**, n° 14-10.868, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-012524 (*Contentieux familial*) **comm. 267 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **28 mai 2015**, n° 14-27.167, F-P+B :
JurisData n° 2015-012539 (*Arbitrage*) **comm. 330 (déc.)**
- ## Juin
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-12.230, F-P+B : JurisData
n° 2015-013205 (*Juge de l'exécution*) **comm. 257 (août-sept.)**
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-10.673, FS-P+B :
JurisData n° 2015-013166 (*Hypothèque judiciaire
provisoire*) **comm. 260 (août-sept.)**
- Cass. crim., **2 juin 2015**, n° 14-85.130, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-013014 (*Preuves*) **comm. 274 (août-sept.)**
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-10.391, F-P+B : JurisData
n° 2015-013194 (*Instance*) **comm. 303 (oct.)**
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-24.714, FS-P+B+R+I :
JurisData n° 2015-013215 (*Action en justice*) **comm. 305 (oct.)**
- Cass. crim., **3 juin 2015**, n° 14-86.507, F-P+B+I :
JurisData n° 2015-013013 (*Requête en relèvement*) **comm. 275 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-13.405, F-P+B :
JurisData n° 2015-012986 (*Mesures d'instruction in
futurum*) **comm. 254 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-16.647, FS-P+B :
JurisData n° 2015-013023 (*Ordonnance sur requête*) **comm. 255 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-14.233, FS-P+B :
JurisData n° 2015-013028 (*Ordonnance sur requête*) **comm. 255 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-17.699, F-P+B :
JurisData n° 2015-013032 (*Ordonnance sur requête*) **comm. 256 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-16.478, F-D : JurisData
n° 2015-013148 (*Saisie immobilière*) **comm. 258 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 13-22.655, F-D : JurisData
n° 2015-017110 (*Saisie immobilière*) **comm. 259 (août-sept.)**
- Cass. 3^e civ., **10 juin 2015**, n° 14-19.218, FS-P+B :
JurisData n° 2015-013850 (*Le juge de l'action est juge de
l'exception*) **comm. 253 (août-sept.)**
- Cass. 1^{re} civ., **10 juin 2015**, n° 14-12.592, F-P+B :
JurisData n° 2015-013663 (*Contentieux familial*) **comm. 265 (août-sept.)**
- Cass. soc., **10 juin 2015**, n° 15-40.015, F-P+B, Conseil
de prud'hommes de Gap : JurisData n° 2015-013670
(*Contentieux du travail*) **comm. 268 (août-sept.)**
- Cass. soc., **10 juin 2015**, n° 13-26.638, FS-P+B, SA
Banque Transatlantique c/ Voltz : JurisData n° 2015-
013677 (*Contentieux du travail*) **comm. 269 (août-sept.)**
- Cass. 1^{re} civ., **10 juin 2015**, n° 14-10.377 et n° 14-
12.553, FS-P+B : JurisData n° 2015-013654 (*Contentieux
familial*) **comm. 301 (oct.)**
- Cass. 1^{re} civ., **10 juin 2015**, n° 14-18.856 et n° 14-
20.146, FS-P+B : JurisData n° 2015-013656 (*Contentieux
familial*) **comm. 301 (oct.)**
- CJUE, 1^{re} ch., **11 juin 2015**, n° C-649/13, Comité
d'entreprise de Nortel Networks SA e.a. (*Questions
préjudicielles*) **comm. 261 (août-sept.)**
- CJUE, 1^{re} ch., **11 juin 2015**, n° C-226/13, C-245/13,
C-247/13 et C-578/13, Stefan Fahrenbrock e.a.
(*Questions préjudicielles*) **comm. 262 (août-sept.)**
- Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-13.970, F-P+B :
JurisData n° 2015-014531 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 302 (oct.)**
- Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-15.745, F-D : JurisData
n° 2015-014698 (*Instance*) **comm. 304 (oct.)**
- CE, 8^e et 3^e ss-sect., **17 juin 2015**, n° 389044, Sté Les
Moulins : JurisData n° 2015-014921 (*Référé*) **comm. 283 (août-sept.)**
- Cass. soc., **17 juin 2015**, n° 13-28.023, F-D, V. c/ Sté
AG2R prévoyance : JurisData n° 2015-014726
(*Contentieux du travail*) **comm. 300 (oct.)**
- CE, 9^e et 10^e ss-sect., **24 juin 2015**, n° 370049,
Deblock : JurisData n° 2015-015420 (*Garantie contre les
changements de doctrine administrative*) **comm. 284 (août-sept.)**
- Cass. crim., **24 juin 2015**, n° 14-84.221, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-015410 (*Cour d'assises*) **comm. 272 (août-sept.)**
- Cass. crim., **24 juin 2015**, n° 15-80.926, F-D : JurisData
n° 2015-015079 (*Question prioritaire de
constitutionnalité*) **comm. 277 (août-sept.)**
- CEDH, 5^e sect., **25 juin 2015**, n° 22037/13, Christian
Canonne c/ France : JurisData n° 2015-015433 (*Procès
équitable*) **comm. 263 (août-sept.)**
- CEDH, 5^e sect., **25 juin 2015**, n° 61265/10, Sté
Bouygues Construction (*Instruction*) **comm. 278 (août-sept.)**
- Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-18.288, F-P+B :
JurisData n° 2015-015401 (*Sursis à statuer*) **comm. 288 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-21.674, F-D : JurisData
n° 2015-020450 (*Saisie-attribution*) **comm. 290 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-18.967, FS-P+B :
JurisData n° 2015-015396 (*Saisie immobilière*) **comm. 291 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-17.765, F-D : JurisData
n° 2015-020452 (*Saisie immobilière*) **comm. 294 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-18.924, F-P+B :
JurisData n° 2015-015385 (*Sûreté judiciaire*) **comm. 295 (oct.)**
- Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-19.119, F-D, Sté CSF
c/ Sté Lamotte distribution : JurisData n° 2015-016284
(*Arbitrage*) **comm. 331 (déc.)**
- ## Juillet
- Cass. ass. plén., **3 juill. 2015**, n° 14-13.205, P+B+R+I :
JurisData n° 2015-016085 (*Contrariété de décisions*) **comm. 287 (oct.)**
- Cass. com., **7 juill. 2015**, n° 14-18.766 : JurisData
n° 2015-016986 (*Saisie immobilière*) **comm. 293 (oct.)**
- Cass. 1^{re} civ., **8 juill. 2015**, n° 13-25.846, FS-P+B+R+I,
Sté Ryanair Ltd c/ Syndicat mixte des aéroports de
Charente (SMAC) : JurisData n° 2015-016759 (*Arbitrage*) **étude 9 (oct.)**
- Cass. 1^{re} civ., **8 juill. 2015**, n° 14-14.942, F-D : JurisData
n° 2015-017384 (*Clôture de l'instruction*) **comm. 286 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **8 juill. 2015**, n° 14-20.296 et n° 14-
20.363, F-D : JurisData n° 2015-017385 (*Action en
justice*) **comm. 289 (oct.)**
- Cass. crim., **8 juill. 2015**, n° 14-85.699, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-016436 (*Audience correctionnelle*) **comm. 307 (oct.)**
- Cass. crim., **8 juill. 2015**, n° 15-81.731, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-016435 (*Criminalité organisée*) **comm. 308 (oct.)**
- Cass. crim., **8 juill. 2015**, n° 14-88.457, FS-P+B+I :
JurisData n° 2015-016434 (*Interceptions de
correspondances*) **comm. 309 (oct.)**
- Cass. 1^{re} civ., **9 juill. 2015**, n° 14-19.101, F-D : JurisData
n° 2015-020451 (*Saisie immobilière*) **comm. 292 (oct.)**
- Cass. soc., **9 juill. 2015**, n° 14-13.497, FS-P+B, D. M.,
épse G. c/ R.-P. et a. : JurisData n° 2015-016738 (*Office
du juge*) **comm. 298 (oct.)**
- Cass. 2^e civ., **9 juill. 2015**, n° 14-15.209, FP-P+B, L.
c/ Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) :
JurisData n° 2015-016753 (*Contentieux du travail*) **comm. 299 (oct.)**
- Cass. soc., **9 juill. 2015**, n° 14-11.752, Syndicat CGT-FO
c/ Sté Meubles Ikea France : JurisData n° 2015-016833
(*Action en justice*) **comm. 306 (oct.)**
- CJUE, 3^e ch., **16 juill. 2015**, n° C-184/14, A. c/ B. :
JurisData n° 2015-019521 (*Aliments*) **comm. 296 (oct.)**
- CJUE, 1^{re} ch., **16 juill. 2015**, n° C-681/13, Diageo Brands
BV : JurisData n° 2015-020312 (*Exequatur*) **comm. 297 (oct.)**
- CE, 5^e et 4^e ss-sect., **27 juill. 2015**, n° 373057, B. :
JurisData n° 2015-017911 (*Référé-provision*) **comm. 311 (oct.)**
- CE, 5^e et 4^e ss-sect., **27 juill. 2015**, n° 389007,
Assistance publique-Hôpitaux de Paris : JurisData
n° 2015-017951 (*Référé-suspension*) **comm. 312 (oct.)**
- CE, 9^e et 10^e ss-sect., **27 juill. 2015**, n° 376369, Sté
Aubépar SE : JurisData n° 2015-017894 (*Contentieux de
l'impôt*) **comm. 314 (oct.)**
- CE, 10^e et 9^e ss-sect., **27 juill. 2015**, n° 366604, Sté
Mediaserv : JurisData n° 2015-017896 (*Contentieux
fiscal*) **comm. 315 (oct.)**
- CE, 10^e et 9^e ss-sect., **27 juill. 2015**, n° 370443 :
JurisData n° 2015-017898 (*Droit de visite et de saisie*) **comm. 344 (déc.)**
- CEDH, 5^e sect., **30 juill. 2015**, n° 50104/11, Loisel
c/ France (*Détention provisoire*) **comm. 339 (déc.)**
- ## Août
- Cons. const., **13 août 2015**, n° 2015-719 DC (*Europe*) **comm. 310 (oct.)**

Septembre

Cass. crim., 1^{er} sept. 2015 , n° 14-85.503, F-P+B : JurisData n° 2015-019416 (<i>Mineurs</i>).....	comm. 338 (déc.)
CEDH, 1 ^{er} sect., 3 sept. 2015 , n° 27013/10, Sérvulo & Associados et a. c/ Portugal : JurisData n° 2015-019340 (<i>Enquêtes</i>).....	comm. 340 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-11.676, F-D : JurisData n° 2015-023213 (<i>Abus du droit d'agir en justice</i>).....	comm. 316 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-20.453, F-D : JurisData n° 2015-019742 (<i>Expertise in futurum</i>).....	comm. 317 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-11.091, F-P+B : JurisData n° 2015-019446 (<i>Péremption d'instance</i>).....	comm. 318 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-11.907, F-D : JurisData n° 2015-022950 (<i>Procédure d'appel</i>).....	comm. 319 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-18.287, F-P+B : JurisData n° 2015-019453 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 322 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 324 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 3 sept. 2015 , n° 14-18.287, F-P+B : JurisData n° 2015-019453 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 325 (déc.)
Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-15.831, F-P+B : JurisData n° 2015-019903 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 321 (déc.)
Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-11.393, FS-P+B : JurisData n° 2015-019923 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 332 (déc.)
Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-14.192, F-P+B : JurisData n° 2015-019885 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 334 (déc.)
Cass. crim., 8 sept. 2015 , n° 14-85.563, F-P+B : JurisData n° 2015-019953 (<i>Dépistage d'alcoolémie</i>).....	comm. 335 (déc.)
Cass. crim., 8 sept. 2015 , n° 14-85.562, F-P+B : JurisData n° 2015-019945 (<i>Dépistage d'alcoolémie</i>).....	comm. 336 (déc.)
Cass. crim., 8 sept. 2015 , n° 14-84.315 : JurisData n° 2015-020515 (<i>Mineurs</i>).....	comm. 338 (déc.)
CJUE, 1 ^{er} ch., 9 sept. 2015 , n° C-4/14, Bohez (<i>Astreinte</i>).....	comm. 326 (déc.)
CJUE, 3 ^e ch., 10 sept. 2015 , n° C-47/14, Holterman Ferho Exploitatie BV e.a. (<i>Renvoi préjudiciel</i>).....	comm. 328 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 10 sept. 2015 , n° 14-10.111 : JurisData n° 2015-020324 (<i>Impartialité</i>).....	comm. 320 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 10 sept. 2015 , n° 14-13.237, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-020001 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 323 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 10 sept. 2015 , n° 14-23.896, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-019905 (<i>Contentieux de la sécurité sociale</i>).....	comm. 363 (déc.)
CE, 4 ^e et 5 ^e ss-sect., 14 sept. 2015 , n° 385534 : JurisData n° 2015-020557 (<i>Contentieux électoral</i>).....	comm. 382 (déc.)
CEDH, 4 ^e sect., 15 sept. 2015 , n° 42689/09, Moglieknicki c/ Pologne (<i>Droit d'accès au tribunal</i>).....	comm. 327 (déc.)
CJUE, 1 ^{er} ch., 16 sept. 2015 , n° C-519/13, Alpha Bank Cyprus Ltd (<i>Signification et notification des actes</i>).....	comm. 329 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 17 sept. 2015 , n° 15-01.497, F-P+B : JurisData n° 2015-020548 (<i>Impartialité</i>).....	comm. 320 (déc.)
CE, ord., 23 sept. 2015 , n° 393639, Association des musulmans de Mantes Sud (<i>Référé-liberté</i>).....	comm. 343 (déc.)
Cass. crim., 23 sept. 2015 , n° 14-84.842, FS-P+B : JurisData n° 2015-021006 (<i>Expertise</i>).....	comm. 337 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-20.212, FS-P+B : JurisData n° 2015-021147 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 346 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 13-28.017, F-P+B : JurisData n° 2015-021092 (<i>Cour d'appel</i>).....	comm. 346 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-20.456, F-P+B : JurisData n° 2015-021099 (<i>Jugements</i>).....	comm. 347 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-20.299, F-P+B : JurisData n° 2015-021149 (<i>Péremption d'instance</i>).....	comm. 348 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-20.132, F-P+B : JurisData n° 2015-021167 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 353 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-19.810, F-D : JurisData n° 2015-025956 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 354 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-22.168, F-P+B : JurisData n° 2015-021168 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 355 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-16.622, F-P+B : JurisData n° 2015-021169 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 355 (déc.)

Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-23.768, F-P+B : JurisData n° 2015-021062 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 357 (déc.)
Cass. com., 29 sept. 2015 , n° 14-13.257, F-P+B : JurisData n° 2015-021547 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 367 (déc.)
Cass. com., 29 sept. 2015 , n° 14-14.727, F-P+B : JurisData n° 2015-021541 (<i>Difficultés des entreprises</i>).....	comm. 368 (déc.)
Cass. com., 29 sept. 2015 , n° 14-15.619, F-P+B : JurisData n° 2015-021551 (<i>Appel</i>).....	comm. 369 (déc.)
CAA Lyon, 29 sept. 2015 , n° 14LY00938, Cne d'Issanlas (<i>Notification des recours</i>).....	comm. 342 (déc.)

Octobre

CE, 6 ^e et 1 ^{er} ss-sect., 1^{er} oct. 2015 , n° 366538, Gauchot : JurisData n° 2015-021528 (<i>Rapporteur public</i>).....	comm. 383 (déc.)
CJUE, 3 ^e ch., 6 oct. 2015 , n° C-404/14, Marie Matoušková (<i>Contentieux des successions</i>).....	comm. 359 (déc.)
CJUE, 3 ^e ch., 6 oct. 2015 , n° C-489/14, A c/ B (<i>Divorce</i>).....	comm. 360 (déc.)
Cass. crim., 6 oct. 2015 , n° 15-82.700, F-P+B : JurisData n° 2015-022120 (<i>Témoin assisté</i>).....	comm. 374 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 7 oct. 2015 , n° 14-16.898, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-022086 (<i>Clause attributive de compétence asymétrique</i>).....	comm. 358 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 7 oct. 2015 , n° 14-17.490, F-P+B, S. c/ Sté Dakin International Limited : JurisData n° 2015-022119 (<i>Arbitrage</i>).....	comm. 362 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 7 oct. 2015 , n° 14-24.498, F-D : JurisData n° 2015-022469 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 365 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 7 oct. 2015 , n° 14-23.237, F-P+B : JurisData n° 2015-022071 (<i>Contentieux familial</i>).....	comm. 366 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 8 oct. 2015 , n° 14-17.952, FS-D : JurisData n° 2015-022474 (<i>Fin de non-recevoir</i>).....	comm. 349 (déc.)
Cass. com., 13 oct. 2015 , n° 14-19.734, FS-P+B+I : JurisData n° 2015-022385 (<i>Clause de règlement amiable des litiges et cautionnement</i>).....	comm. 345 (déc.)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 373557 : JurisData n° 2015-023281 (<i>Prescription du pouvoir d'imposition de l'Administration</i>).....	comm. 385 (déc.)
Cass. crim., 14 oct. 2015 , n° 15-81.765, FS-P+B : JurisData n° 2015-022706 (<i>Perquisition</i>).....	comm. 373 (déc.)
CE, 10 ^e ss-sect., 15 oct. 2015 , n° 369474, Develay : JurisData n° 2015-025199 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	comm. 387 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 15 oct. 2015 , n° 14-22.684, FS-P+B : JurisData n° 2015-022730 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 352 (déc.)
Cass. 2 ^e civ., 15 oct. 2015 , n° 14-24.960, F-D : JurisData n° 2015-025955 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 356 (déc.)
Cons. const., 16 oct. 2015 , n° 2015-492 QPC (<i>Contentieux de la presse</i>).....	comm. 378 (déc.)
Cons. const., 16 oct. 2015 , n° 2015-494 QPC : JurisData n° 2015-023151 (<i>Instruction</i>).....	comm. 379 (déc.)
Cass. soc., 20 oct. 2015 , n° 14-10.725, FS-P+B : JurisData n° 2015-023360 (<i>Astreinte</i>).....	comm. 350 (déc.)
Cass. soc., 20 oct. 2015 , n° 14-10.725, FS-P+B, Sté Domoteck GmbH c/ Amoros : JurisData n° 2015-023360 (<i>Contentieux du travail</i>).....	comm. 364 (déc.)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 oct. 2015 , n° 369803, SARL Pierre Simon Automobiles : JurisData n° 2015-023725 (<i>Procédure de rectification contradictoire</i>).....	comm. 386 (déc.)
Cass. 1 ^{er} civ., 21 oct. 2015 , n° 14-25.080, FS-P+B : JurisData n° 2015-023370 (<i>Arbitrage</i>).....	comm. 361 (déc.)
Cass. crim., 21 oct. 2015 , n° 15-81.032, F-P+B+I : JurisData n° 2015-023343 (<i>Garde à vue</i>).....	comm. 370 (déc.)
Cass. crim., 21 oct. 2015 , n° 15-83.395, FS-P+B : JurisData n° 2015-023348 (<i>Nullité</i>).....	comm. 372 (déc.)
Cass. 3 ^e civ., 22 oct. 2015 , n° 14-11.776 et n° 14-21.515, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2015-023501 (<i>Expulsion</i>).....	comm. 351 (déc.)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 15-82.330, FS-P+B : JurisData n° 2015-023946 (<i>Instruction</i>).....	comm. 371 (déc.)

2014

Décembre

- D. n° 2014-1443, **3 déc. 2014**, modifiant le décret n° 82-1120 du 23 décembre 1982 fixant la liste et le ressort des juridictions compétentes pour connaître des infractions en matière militaire et de sûreté de l'État : JO 5 déc. 2014, p. 20293 (*Compétence*)..... **alerte 11 (févr.)**
- A., **4 déc. 2014**, relatif au paiement immédiat des amendes forfaitaires des contraventions constatées par procès-verbal électronique : JO 9 déc. 2014, p. 20498 (*Peines*)..... **comm. 56 (févr.)**
- D. n° 2014-1458, **8 déc. 2014**, relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire : JO 9 déc. 2014, p. 20496 (*Aide juridictionnelle*)..... **alerte 4 (janv.)**
- D. n° 2014-1458, **8 déc. 2014**, relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire : JO 9 déc. 2014, p. 20496 (*Juridictions judiciaires*)..... **alerte 5 (janv.)**
- Circ. n° JUSD1430154C, **17 déc. 2014** : BO n° 2014-12, 31 déc. 2014 (*Peines*)..... **alerte 17 (févr.)**
- L. n° 2014-1528, **18 déc. 2014**, relative à la désignation des conseillers prud'hommes : JO 19 déc. 2014, p. 21435 (*Conseil de prud'hommes*)..... **alerte 10 (févr.)**
- Circ. n° JUSD1430472C, **19 déc. 2014** : BO 31 déc. 2014 (*Instruction*)..... **alerte 16 (févr.)**
- D. n° 2014-1582, **23 déc. 2014**, relatif à l'exécution des peines : JO 26 déc. 2014, p. 22276 (*Peines*)..... **alerte 13 (févr.)**
- D. n° 2014-1581, **23 déc. 2014**, fixant la liste, le siège et le ressort des tribunaux maritimes : JO 26 déc. 2014, p. 22276 (*Tribunaux maritimes*)..... **alerte 15 (févr.)**
- D. n° 2014-1609, **24 déc. 2014**, révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations : JO 27 déc. 2014, p. 22495 (*Saisie des rémunérations*)..... **alerte 14 (févr.)**
- D. n° 2014-1632, **26 déc. 2014**, modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat : JO 28 déc. 2014, p. 22596 (*Avocats*)..... **alerte 7 (févr.)**
- D. n° 2014-1633, **26 déc. 2014**, modifiant le décret n° 2010-434 du 29 avril 2010 relatif à la communication par voie électronique en matière de procédure civile et portant adaptation au droit de l'Union européenne : JO 28 déc. 2014, p. 22596 (*Communication par voie électronique*)..... **alerte 9 (févr.)**
- D. n° 2014-1634, **26 déc. 2014**, fixant la liste et le ressort des juridictions interrégionales spécialisées en matière d'accidents collectifs : JO 28 déc. 2014, p. 22597 (*Compétence*)..... **alerte 12 (févr.)**
- D. n° 2014-1704, **30 déc. 2014**, relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente : JO 31 déc. 2014, p. 23409 (*Avocats*)..... **alerte 8 (févr.)**

2015

Janvier

- Ord. n° 2015-58, **23 janv. 2015**, relative à la commission du contentieux du stationnement payant : JO 24 janv. 2015, p. 1067 (*Voie publique*)..... **comm. 95 (mai)**

Février

- L. n° 2015-177, **16 févr. 2015**, relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures : JO 17 févr. 2015, p. 2961 (*Procédure administrative contentieuse*)..... **alerte 21 (avr.)**
- L. n° 2015-177, **16 févr. 2015**, relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures : JO 17 févr. 2015, p. 2961 (*Contentieux familial*)..... **comm. 128 (avr.)**
- L. n° 2015-177, **16 févr. 2015**, relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures : JO 17 févr. 2015, p. 2961 (*Simplification des procédures*)..... **comm. 137 (avr.)**

- D. n° 2015-233, **27 févr. 2015**, relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles : JO 1^{er} mars 2015, p. 4005 (*Procédure administrative contentieuse*)..... **alerte 21 (avr.)**
- D. n° 2015-219, **27 févr. 2015**, relatif à la résolution des litiges individuels entre les marins et leurs employeurs : JO 28 févr. 2015, p. 3834 (*Instance*)..... **alerte 23 (avr.)**

Mars

- D. n° 2015-243, **2 mars 2015**, relatif à la notification, par voie électronique, aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux organismes gérant des régimes de protection sociale de certains actes pris en vue du recouvrement de créances de toute nature : JO 4 mars 2015, p. 4105 (*Communication par voie électronique*)..... **alerte 22 (avr.)**
- A. n° JUSB1505507A, **2 mars 2015**, fixant le nombre d'assesseurs maritimes pour chaque tribunal maritime : JO 14 mars 2015 (*Tribunaux maritimes*)..... **alerte 25 (avr.)**
- D. n° 2015-261, **5 mars 2015**, relatif au fonctionnement et à l'organisation des tribunaux maritimes : JO 7 mars 2015, p. 4265 (*Tribunaux maritimes*)..... **alerte 25 (avr.)**
- D. n° 2015-271, **11 mars 2015**, relatif à la rétribution des interventions des avocats au titre de l'aide juridique : JO 13 mars 2015 (*Avocats*)..... **alerte 20 (avr.)**
- D. n° 2015-282, **11 mars 2015**, relatif à la simplification de la procédure civile, à la communication électronique et à la résolution amiable des différends : JO 14 mars 2015 (*Instance*)..... **alerte 24 (avr.)**
- A. n° JUSB1504917A, **11 mars 2015**, fixant le contenu du dossier de candidature aux fonctions d'assesseur maritime : JO 14 mars 2015 (*Tribunaux maritimes*)..... **alerte 25 (avr.)**
- D. n° 2015-282, **11 mars 2015**, relatif à la simplification de la procédure civile à la communication électronique et à la résolution amiable des différends : JO 14 mars 2015, p. 4851 (*Modes alternatifs de règlement des litiges*)..... **comm. 167 (mai)**

Avril

- A., **1^{er} avr. 2015**, modifiant l'arrêté du 1^{er} février 2011 relatif aux missions et à l'organisation de la direction centrale de la police aux frontières : JO 17 avr. 2015 (*Direction centrale de la police aux frontières*)..... **comm. 208 (juin)**
- A., **15 avr. 2015**, modifiant l'arrêté du 7 avril 2011 relatif au respect de l'anonymat de certains fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie nationale : JO 19 avr. 2015, p. 6982 (*Fonctionnaires de police*)..... **comm. 204 (juin)**
- D. n° 2015-430, **15 avr. 2015**, portant création d'une section d'appui judiciaire à Rennes (Ille-et-Vilaine) : JO 17 avr. 2015 (*Enquêtes*)..... **comm. 209 (juin)**
- D. n° 2015-439, **16 avr. 2015**, relatif à l'exécution des extractions requises par les autorités judiciaires : JO 18 avr. 2015, p. 6912 (*Détention provisoire*)..... **comm. 205 (juin)**
- L. n° 2015-433, **17 avr. 2015**, portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse : JO 18 avr. 2015, p. 6881 (*Détention provisoire*)..... **comm. 207 (juin)**

Mai

- Règl. (UE) n° 2015/848, **25 mai 2015**, relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) : JOUE n° L 141, 5 juin 2015, p. 19 (*Europe*)..... **alerte 31 (juill.)**
- D. n° 2015-571, **27 mai 2015**, relatif aux procédures applicables devant la Cour de discipline budgétaire et financière : JO 29 mai 2015, p. 8923 (*Cour de discipline budgétaire et financière*)..... **alerte 33 (juill.)**
- D. n° 2015-575, **27 mai 2015**, modifiant le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions : JO 29 mai 2015, p. 8957 (*Voie publique*)..... **comm. 241 (juill.)**

Juin

- D. n° 2015-646, **10 juin 2015**, relatif à la commission du contentieux du stationnement payant : JO 12 juin 2015, p. 9697 (*Voie publique*)..... **alerte 32 (juill.)**
- D. n° 2015-651, **10 juin 2015**, relatif au traitement des litiges en matière sportive : JO 12 juin 2015, p. 9715 (*Contentieux du sport*)..... **alerte 37 (août-sept.)**

D. n° 2015-648, **10 juin 2015**, relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées : JO 12 juin 2015, p. 9711 (*Enquêtes*) **comm. 276 (août-sept.)**

D. n° 2015-646, **10 juin 2015**, relatif à la Commission du contentieux du stationnement payant : JO 12 juin 2015, p. 9697 (*Contentieux du stationnement payant*) **comm. 280 (août-sept.)**

D. n° 2015-733, **24 juin 2015** : JO 26 juin 2015, p. 10776 (*Contentieux immobilier*) **alerte 35 (août-sept.)**

A. n° JUSK1514321A, **30 juin 2015**, modifiant l'arrêté du 2 septembre 2011 relatif à l'exécution des translations et extractions requises par les autorités judiciaires : JO 2 juill. 2015, p. 11148 (*Détention provisoire*) **comm. 279 (août-sept.)**

Juillet

D. n° 2015-812, **3 juill. 2015** : JO 5 juill. 2015, p. 11335 (*Juridictions financières*) **alerte 36 (août-sept.)**

L. n° 2015-912, **24 juill. 2015**, relative au renseignement : JO 26 juill. 2015, p. 12735 (*Enquêtes*) **alerte 47 (oct.)**

Ord. n° 2015-949, **31 juill. 2015**, relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des ordres professionnels : JO 1^{er} août 2015, p. 13241 (*Avocats*) **alerte 40 (oct.)**

Août

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Avocats*) **alerte 42 (oct.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Huissiers de justice*) **alerte 43 (oct.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Greffiers*) **alerte 44 (oct.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Titre exécutoire*) **alerte 45 (oct.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Insaissabilité*) **alerte 46 (oct.)**

D. n° 2015-1009, **18 août 2015**, relatif à la mise en œuvre du portail électronique prévu aux articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce : JO 20 août 2015, p. 14547 (*Communication par voie électronique*) **alerte 41 (oct.)**

Ord. n° 2015-1033, **20 août 2015**, relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation : JO 21 août 2015, p. 14721 (*Règlement amiable des litiges*) **alerte 48 (oct.)**

Septembre

D. n° 2015-1145, **15 sept. 2015**, modifiant le Code de justice administrative (partie réglementaire) : JO 17 sept. 2015, p. 16289 (*Code de justice administrative*) **comm. 341 (déc.)**

A., **17 sept. 2015**, fixant le montant plafond des frais de la lettre recommandée électronique mentionnée à l'article R. 814-58-5 du Code de commerce : JO 22 sept. 2015, p. 16659 (*Communication par voie électronique*) **alerte 41 (oct.)**

A., **17 sept. 2015**, déterminant les modalités de fonctionnement du compte de dépôt mentionné à l'article R. 814-58-5 du Code de commerce : JO 22 sept. 2015, p. 16659 (*Communication par voie électronique*) **alerte 41 (oct.)**

Octobre

A., **1^{er} oct. 2015**, relatif à la mise en œuvre du portail électronique prévu aux articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce : JO 4 oct. 2015, texte n° 8 (*Difficultés des entreprises*) **comm. 333 (déc.)**

Action en justice

- **Requête au juge-commissaire tendant à obtenir une rémunération ou des subsides pour le débiteur ou le dirigeant d'une personne morale en redressement judiciaire,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 3 (mars)**
- **Requête au tribunal tendant à obtenir la liquidation judiciaire d'un débiteur en procédure de redressement judiciaire,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 4 (avr.)**
- **Lettre au débiteur avant saisine du juge,**
par Christian LAPORTE, avocat honoraire (barreau de Chambéry)..... **formule 7 (juill.)**
- **Assignation en action paulienne dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 9 (oct.)**

Assignation

- **Mention des diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable,**
par Hervé CROZE, agrégé des facultés de droit, avocat honoraire..... **formule 6 (juin)**

Astreinte

- **Assignation en liquidation d'astreinte devant le juge de l'exécution,**
par Christian LAPORTE, avocat honoraire (barreau de Chambéry)..... **formule 2 (févr.)**

Contentieux familial

- **Requête au tribunal tendant à obtenir l'autorisation de vente d'un bien immobilier d'une personne protégée,**
par Mathias MURBACH-VIBERT, magistrat, docteur en droit, chargé d'enseignements..... **formule 11 (déc.)**

Difficultés des entreprises

- **Assignation en réunion de patrimoines d'un EIRL en procédure de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 1 (janv.)**
- **Requête au tribunal tendant à obtenir la cessation de la procédure de redressement judiciaire,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 8 (août-sept.)**
- **Requête au tribunal tendant à obtenir la cessation de la procédure de redressement judiciaire,**
par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 10 (nov.)**

Saisie immobilière

- **Argumentaire sur l'irrecevabilité de l'appel du jugement d'orientation,**
par Christian LAPORTE, avocat honoraire (barreau de Chambéry)..... **formule 5 (mai)**